

Province de Liège**BULLETIN PROVINCIAL****Périodique**

Sommaire**Pages**

N° 71 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Centimes additionnels provinciaux au précompte immobilier pour 2023. Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 14/12/2022).</i>	517
N° 72 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Règlement général 2023 relatif à la perception des taxes provinciales. Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.</i>	525
N° 73 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage pour 2023. Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.</i>	543
N° 74 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les véhicules isolés hors d'usage pour 2023. Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.</i>	552
N° 75 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les établissements bancaires pour 2023. Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.</i>	560
N° 76 <u>SERVICES PROVINCIAUX – TAXES</u> <i>Taxe provinciale sur les permis et licences de chasse pour 2023. Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.</i>	569

N° 77 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement pour 2023.

Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022. **577**

N° 78 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Taxe provinciale sur les exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles pour 2023.

Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022. **587**

**N°79 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE
ET ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

Arrondissement de LIÈGE **593**

AWANS

BASSENGE

CHAUDFONTAINE

ESNEUX

FLÉMALLE

GRÂCE-HOLLOGNE

SOUMAGNE

VISÉ

Arrondissement de HUY-WAREMME **601**

BRAIVES

HUY

OREYE

Arrondissement de VERVIERS **602**

JALHAY

LA CALAMINE

PLOMBIÈRES

THEUX

THIMISTER-CLERMONT

VERVIERS

WELKENRAEDT

N° 71 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Centimes additionnels provinciaux au précompte immobilier pour 2023.****Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 14/12/2022).*****RÉSOLUTION****CENTIMES ADDITIONNELS PROVINCIAUX AU PRÉCOMPTE IMMOBILIER POUR 2023**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD *en abrégé*), plus spécialement en ses articles L2212-32, L2212-51, §5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu le décret wallon du 28 novembre 2019 ratifiant la décision du report du transfert à la Région wallonne du service du précompte immobilier spécifiant que « *Le recouvrement de cette taxe sera effectué par le Service public de Wallonie, comme le prescrit le Code des Impôts sur les Revenus et le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscale et le décret wallon du 28 novembre 2019 ratifiant la décision du report du transfert à la Région wallonne du service du précompte immobilier* » ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7 à 10 du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175 de l'arrêté d'exécution de ce Code ;

Vu la loi du 19 avril 2014 modifiant le Code des Impôts sur les revenus 1992, en ce qui concerne l'établissement de taxes additionnelles sur des impôts régionaux ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé ;

Vu la circulaire budgétaire et fiscale du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée aux autorités provinciales le 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale ;

Vu la communication du dossier faite à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 19 septembre *dito*, tel que joint en annexe ;

Considérant que, pour l'exercice 2022, le taux fixé pour les centimes additionnels au précompte immobilier, adopté par sa résolution du 28 octobre 2021, et qui n'a appelé aucune mesure de tutelle de la part de la Région wallonne (dépêche ministérielle du 24 novembre 2021), ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2023, hormis le visa du décret wallon du 28 novembre 2019 tel que visé ci-dessus ;

Attendu que le taux des centimes additionnels au précompte immobilier fixé par la Province de Liège (1750) est supérieur à celui recommandé par la circulaire de la Région wallonne (1.500) relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour 2023 ;

Attendu toutefois que divers arguments plaident pour le maintien du taux de 1.750 centimes additionnels en ce qu'il tend à assurer à la Province de Liège les moyens financiers indispensables au développement et à la poursuite de ses politiques ;

Que ces arguments sont repris ci-après ;

Attendu que divers arguments plaident en effet pour le maintien du taux de **1.750 centimes additionnels** dans le but d'assurer, à la Province de Liège, les moyens financiers indispensables au développement et à la poursuite de ses politiques ;

Que celles-ci sont constituées des objectifs fondamentaux repris ci-après, fournis par la **DGIDD**.

- Des projets d'envergure ont été mis en œuvre, tels que :
 - La réfection des terrains, de la piste et des gradins de NAIMETTE XHOVEMONT (3.403.005,66 €) ;
 - Les restaurations des parties classées du château de JEHAY, (8.770.131,91 €). A ce montant, il convient d'ajouter deux dossiers actuellement en phase d'exécution pour un montant de 1.336.548,06 € ;
 - La construction du centre de formation à Amay (5.923.981,87 €) ;
 - La finalisation du chantier de construction du Pôle des Savoirs pour un montant de 47.856.810,47 €. Divers dossiers sont actuellement mis en œuvre au sein de ce vaste complexe pour un montant de 4.379.094,81 € tels que la fourniture de mobiliers, des travaux de menuiserie, etc. afin que celui-ci soit prochainement opérationnel ;
 - La construction des parkings pour l'accueil des agents provinciaux aux alentours de la Ville de Liège sur le site Kurth pour un montant de 1.990.312,68 € et sur le site des Modeleurs pour un budget de 567.565,36 €.
- Et, dans le futur :
 - L'aménagement de la blanchisserie sur le site des Hauts Sart (estimation : 3.586.918,39 €) ;
 - Les travaux de sécurité sur différentes façades 500.000,00 € ;
 - Le renforcement des structures du hall de stockage de sel de déneigement 300.000,00 € ;
 - La télégestion des capteurs d'énergie (170.000 €) ;
 - La rationalisation de plusieurs sites de l'enseignement situé sur le territoire de la Ville de Seraing en un seul site (575.000 €) ;
 - La poursuite de la rénovation intérieure de l'internat de Verviers (250.000,00 €) ;
 - La rénovation de l'espace culturel du hall Kurth et l'amélioration de l'efficacité énergétique (3.205.000 €) ;
 - La poursuite de la restauration du Château de Jehay (1.000.000,00 €)
 - les projets de trail center, parcours VTT et le développement des caillebotis.

Attendu qu'à cette énumération, s'ajoute la construction, déjà évoquée, du futur Pôle des Savoirs, sur le site de Bavière pour un montant de 41.927.670,17 € auquel viendra s'ajouter un montant pour les équipements de près de 3.520.000 € (pas encore engagé car les marchés ad hoc ne sont pas encore attribués, par application de la législation sur les marchés publics), mais aussi des travaux d'entretien et de pérennisation du parc immobilier provincial, pour un montant approximatif de +/- 30 millions d'€ ;

Attendu qu'il faut également prendre en considération :

- Le développement du partenariat avec les pouvoirs locaux, notamment par l'intensification de la formation continuée du personnel ;
- Le maintien de l'emploi avec un niveau statutaire élevé ;
- Une diminution généralisée des recettes escomptées au regard de l'augmentation des dépenses provinciales, à la suite de :

1. La diminution de la dotation du fonds des provinces
2. Le financement partiel des zones de secours imposé par la Région wallonne (11,9 millions € en 2020, 17,9 millions € en 2021, 26,2 millions € en 2022, 33,5 millions € en 2023, 40,5 millions € en 2024 et pour les années suivantes) ;
3. La suppression de nombreuses taxes depuis la décision régionale liée à la paix et au gel fiscaux, engagée depuis 1994, ce qui la prive d'une partie de ses ressources financières.

Attendu, de plus, que la perception des centimes additionnels au précompte immobilier peut être affectée, selon les exercices, de dégrèvements conséquents ;

Que pour l'exercice 2023, le montant des dégrèvements risque de connaître une augmentation importante toujours en conséquence du contexte des inondations historiques rencontrées sur le territoire provincial en 2021 ;

Attendu qu'au 31 août 2021, sur 6 402 434,68 € de recettes brutes, 1 278 486,54 € de dégrèvements ont été octroyés, soit quelques 20% ;

Qu'en 2023, il est également à craindre qu'au vu du contexte économique, le rendement des centimes additionnels soit impacté dans le futur ;

Qu'il faut donc être prudent, de mauvaises surprises à ce niveau étant toujours possibles ;

Attendu que, cette année encore, la Province de Liège confirme sa volonté de respecter le principe du gel fiscal et ce, depuis 2013, puisque aucune nouvelle taxe n'a été levée et que les taux de celles en vigueur restent inchangés ;

Attendu, *in fine*, qu'il est évident également que l'augmentation des dépenses provinciales liées au contexte général a un impact important sur les dépenses de personnel, de fonctionnement et surtout d'énergie dans la conjoncture actuelle ;

Attendu, par conséquent que le maintien du taux actuel trouve sa justification dans la nécessité de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023 ;

Attendu par ailleurs, qu'il y a lieu d'indiquer que la délibération portant le taux des centimes additionnels au PRI n'a, les années précédentes, fait l'objet d'aucune mesure de tutelle ;

Que, depuis 1994, la Province de Liège a en outre procédé à la suppression de nombreuses taxes la privant d'une partie de ses ressources financières ;

Que, de plus, la perception des centimes additionnels au précompte immobilier peut être affectée, selon les exercices, de dégrèvements conséquents ;

Que cette année encore, la Province de Liège confirme sa volonté de respecter le principe du gel fiscal et ce, depuis 2013, puisque aucune nouvelle taxe n'a été levée et que les taux de celles en vigueur restent inchangés ;

Attendu qu'enfin, il y a lieu d'indiquer que la délibération portant le taux des centimes additionnels au PRI n'a, les années précédentes, fait l'objet d'aucune mesure de tutelle ;

Attendu, par conséquent, que le maintien du taux actuel trouve sa justification dans la nécessité de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – II est établi au profit de la Province de Liège 1750 centimes additionnels au précompte immobilier pour 2023.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS (16) - MR (15) - ECOLO (12) : 43
- Vote(nt) contre : PTB (6) - LES ENGAGÉS-CSP (6) : 12
- S'abstien(nen)t :
- Unanimité.

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

10 NOV. 2022

BESCHLUSSENTWURF

ZUSCHLAGHUNDERTSTEL AUF DEN IMMOBILIENSTEUERVORABZUG ZUGUNSTEN DER PROVINZ FÜR DAS JAHR 2023

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des wallonischen Dekrets vom 28. November 2019 zur Ratifizierung des Beschlusses, die Übertragung des Dienstes für den Immobilienvorabzug auf die Wallonische Region zu vertagen, in dem es heißt: *„Die Eintreibung dieser Steuer wird durch den Öffentlichen Dienst der Wallonie durchgeführt, wie es das Einkommensteuergesetzbuch, das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung von Steuerforderungen und nichtsteuerlichen Forderungen und das wallonische Dekret vom 28. November 2019 zur Ratifizierung des Beschlusses, die Übertragung des Dienstes für den Immobilienvorabzug auf die Wallonische Region zu vertagen, vorschreiben“*;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4, 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und der Artikel 126 bis 175 des Ausführungserlasses dieses Gesetzbuches;

Aufgrund des Gesetzes vom 19. April 2014 zur Abänderung des Einkommensgesetzbuches 1992 hinsichtlich der Zusatzsteuern auf regionale Steuern;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist und das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung festlegt;

Aufgrund des nicht datierten Haushalts- und Steuerrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das den Behörden am 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Zustimmung gemäß Artikel L2212-55, §2, 8° des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass für das Jahr 2022 der für die Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug festgelegte Betrag, der durch den Beschluss vom 28. Oktober 2021 angenommen wurde und keine Maßnahme der Aufsichtsbehörde seitens der Wallonischen Region hervorgerufen hat (ministerielle Mitteilung vom 24. November 2021), für 2023 nicht abgeändert werden muss, abgesehen von dem oben erwähnten Sichtvermerk des wallonischen Dekrets vom 28. November 2019;

In der Erwägung, dass der von der Provinz Lüttich festgesetzte Satz der Zuschlagshundertstel auf den Immobilienvorabzug (1.750) höher ist als der durch das Rundschreiben der Wallonischen Region über die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 empfohlene (1.500);

In der Erwägung, dass jedoch verschiedene Argumente für die Beibehaltung des Satzes von 1.750 Zuschlagshundertstel sprechen, da er dazu beiträgt, dass die Provinz Lüttich über die für die Entwicklung und Fortbestand ihrer Politiken erforderlichen finanziellen Mittel verfügt;

Dass diese Argumente im Folgenden dargelegt werden.

In der Erwägung, dass verschiedene Argumente für die Beibehaltung des Satzes von **1.750 Zuschlagshundertstel** sprechen, da er dazu beiträgt, dass die Provinz Lüttich über die für die Entwicklung und Fortbestand ihrer Politiken erforderlichen finanziellen Mittel verfügt;

Dass diese aus den folgenden grundlegenden Zielen bestehen, die von der **Generaldirektion für Infrastruktur und nachhaltige Entwicklung** (DGIDD) vorgegeben werden.

- ✚ Es wurden große Projekte umgesetzt, so wie:
 - Die Instandsetzung der Spielfelder, der Laufbahn und der Tribünen von NAIMETTE XHOVEMONT (3.403.005,66 €);
 - Die Restaurierung der denkmalgeschützten Teile des Schlosses JEHAY (8.770.131,91 €). Zu diesem Betrag ist ein Dossier hinzuzurechnen, das sich derzeit in der Ausführungsphase befindet für einen Betrag von 1.336.548,06 €;
 - Der Bau des Ausbildungszentrums in Amay (5.923.981,87 €);
 - Die Fertigstellung der Bauarbeiten am Wissenszentrum „Pôle des Savoirs“ für einen Betrag von 47.856.810,47 €. Derzeit werden in diesem großen Komplex verschiedene Dossiers im Wert von 4.379.094,81 € umgesetzt, wie z. B. die Lieferung von Mobiliar, Tischlerarbeiten usw., damit dieser bald in Betrieb genommen werden kann;
 - Der Bau von Parkplätzen für den Empfang von Bediensteten der Provinz in der Nähe der Stadt Lüttich auf dem Kurth-Gelände für einen Betrag von 1.990.312,68 € und am Modeleurs-Standort für einen Betrag von 567.565,36 €.
- ✚ Und in der Zukunft:
 - Die Erschließung der Wäscherei am Standort Hauts Sart (Schätzpreis 3.586.918,39 €);
 - Die Sicherheitsarbeiten an verschiedenen Fassaden für 500.000,00 €;
 - Die Verstärkung der Strukturen der Streusalzlagerhalle für 300.000,00 €;
 - Die Fernverwaltung der Energiesensoren (170.000 €);

- Die Rationalisierung mehrerer Bildungsstandorte, die sich auf dem Gebiet der Stadt Seraing befinden, zu einem einzigen Standort (575.000 €);
- Die Fortsetzung der Innensanierung des Internats in Verviers (250.000,00 €);
- Die Renovierung des Kulturraums des Kurth-Saals und die Verbesserung der Energieeffizienz (3.205.000,00 €);
- Die Fortsetzung der Restaurierung des Schlosses Jehay (1.000.000,00 €);
- Die folgenden Projekte: Trail Center, Mountainbike-Strecken und die Weiterentwicklung der Holzstege.

In der Erwägung, dass der bereits erwähnte Bau des künftigen Wissenszentrums „Pôle des Savoirs“ am Standort Bavière in Höhe von 41.927.670,17 € dieser Aufzählung hinzugefügt werden muss, zu dem noch ein Betrag von fast 3.520.000 € für Ausrüstung hinzukommt (der noch nicht gebunden wurde, da die entsprechenden Aufträge gemäß dem Gesetz über das öffentliche Auftragswesen noch nicht vergeben sind), sowie Instandhaltungs- und Erhaltungsarbeiten am Gebäudebestand der Provinz in Höhe von ca. 30 Mio. €;

In der Erwägung, dass auch die folgenden Aspekte berücksichtigt werden müssen:

- Der Ausbau der Partnerschaft mit den lokalen Behörden, insbesondere durch die Intensivierung der Weiterbildung des Personals;
- Die Aufrechterhaltung der Beschäftigung mit einem hohen Niveau an Statutaren;
- Ein allgemeiner Rückgang der erwarteten Einnahmen angesichts steigender Ausgaben der Provinz als Folge der:

- Senkung der Dotation des Fonds der Provinzen;
- von der wallonischen Region auferlegten Teilfinanzierung der Hilfeleistungszonen (11,9 Mio. € im Jahr 2020, 17,9 Mio. € im Jahr 2021, 26,2 Mio. € im Jahr 2022, 33,5 Mio. € im Jahr 2023, 40,5 Mio. € im Jahr 2024 und in den Folgejahren);
- Abschaffung zahlreicher Steuern seit dem regionalen Beschluss im Zusammenhang mit dem Steuerfrieden und -stopp, der 1994 eingeführt wurden, wodurch ihr ein Teil ihrer finanziellen Ressourcen entzogen wird.

In der Erwägung, dass außerdem die Erhebung von Zuschlagshundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug je nach Steuerjahr durch erhebliche Nachlässe beeinflusst werden kann;

Dass für das Jahr 2023 der Betrag der Nachlässe im Kontext der historischen Überschwemmungen in der Provinz im Jahr 2021 wahrscheinlich erheblich steigen wird;

In der Erwägung, dass bis zum 31. August 2021 auf 6.402.434,68 € Bruttoeinnahmen 1.278.486,54 € an Nachlässen gewährt wurden, d. h. rund 20 %; Dass im Jahr 2023 auch zu befürchten ist, dass angesichts des wirtschaftlichen Hintergrundes die Erträge aus den Zuschlagshundertsteln künftig beeinflusst werden; Dass man also mit Vorsicht vorgehen sollte, da unangenehme Überraschungen auf dieser Ebene immer möglich sind;

In der Erwägung, dass die Provinz Lüttich auch in diesem Jahr ihre Bereitschaft bekräftigt, den Grundsatz des Steuerstopps zu respektieren, und zwar seit 2013, da keine neue Steuer erhoben wurde und die Sätze der geltenden Steuern unverändert bleiben;

In der Erwägung, dass es letztlich auch deutlich ist, dass der Anstieg der Provinzausgaben im Zusammenhang mit dem allgemeinen Kontext einen großen Einfluss auf die Personal-, Betriebs- und vor allem die Energieausgaben in der aktuellen Konjunktur hat;

In der Erwägung, dass demnach die Beibehaltung des derzeitigen Satzes durch die Notwendigkeit gerechtfertigt ist, die Mittel und Wege für den Haushalt der Provinz für das Jahr 2023 bereitzustellen;

In der Erwägung, dass schließlich zu erwähnen ist, dass der Beschluss über die Höhe des Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug in den vergangenen Jahren nicht Gegenstand einer Maßnahme der Aufsichtsbehörde gewesen ist;
 Dass die Provinz Lüttich seit 1994 zahlreiche Steuern abgeschafft hat, wodurch ihr ein Teil ihrer Finanzmittel entzogen wurde;
 Dass außerdem die Erhebung von Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug je nach Steuerjahr durch erhebliche Nachlässe beeinflusst werden kann;
 Dass die Provinz Lüttich auch in diesem Jahr ihre Bereitschaft bekräftigt, den Grundsatz des Steuerstopps zu respektieren – und dies bereits seit 2013 –, da keine neue Steuer erhoben wurde und die Sätze der geltenden Steuern unverändert bleiben;

In der Erwägung, dass schließlich zu erwähnen ist, dass der Beschluss über die Höhe des Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug in den vergangenen Jahren nicht Gegenstand einer Maßnahme der Aufsichtsbehörde gewesen ist;

In der Erwägung, dass demnach die Beibehaltung des derzeitigen Satzes durch die Notwendigkeit gerechtfertigt ist, die Mittel und Wege für den Haushalt der Provinz für das Jahr 2023 bereitzustellen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich werden für das Jahr 2023 1.750 Zuschlag Hundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug erhoben.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Der Präsident,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT

N° 72 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Règlement général 2023 relatif à la perception des taxes provinciales.

Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.

RÉSOLUTION

RÈGLEMENT GÉNÉRAL 2023 RELATIF À LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire, notamment en ses articles 1385*decies* 1385*undecies* ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), notamment et plus spécialement en ses articles L22-12-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (*CRAF en abrégé*), abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020 et modifié par le décret budgétaire du 22 décembre 2021, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 rendant applicable le nouveau Code de Recouvrement amiable et forcé, aux taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée par courrier daté du 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis de légalité conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, le 19 *ditto*, tel que joint en annexe ;

Attendu qu'il y a lieu de rassembler les dispositions diverses et communes, concernant l'établissement et le recouvrement des taxes provinciales dans un règlement général ;

Attendu que le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales 2022, adopté par sa résolution du 28 octobre 2021, a été approuvé, sans remarque aucune, par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 3 décembre 2021 ;

Attendu que le règlement général doit faire l'objet de modifications pour 2023 ;

Attendu en effet qu'il s'impose d'y insérer les dispositions additionnelles contenues au sein de la circulaire applicable pour 2023, au titre des réclamations introduites à l'encontre des taxes provinciales ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales 2023, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS (16) - MR (15) : 31
- Vote(nt) contre : PTB (6) : 6
- S'abstien(nen)t : ECOLO (12) - LES ENGAGÉS-CSP (6) : 18
- Unanimité.

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

10 NOV. 2022

EXERCICE 2023**RÈGLEMENT GÉNÉRAL RELATIF À LA PERCEPTION DES TAXES PROVINCIALES****CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS**

Article 1^{er} – Le présent règlement est applicable, sauf dérogation ou indication contraire d'un règlement particulier, aux taxes provinciales généralement quelconques établies ou à établir par le Conseil provincial de Liège, à l'exception des centimes additionnels au pré-compte immobilier.

Article 2 – Les travaux préliminaires au recouvrement, les recouvrements eux-mêmes et l'instruction des litiges sont effectués par les fonctionnaires et agents des Administrations désignés à cette fin par la loi ou le décret, et sous l'autorité de ceux-ci.

Article 3 –

§1^{er} – Le recouvrement des impositions provinciales et le contentieux y afférent sont régis par les dispositions des articles L3321-1, à L3321-12, du Titre II, du Livre III, de la Troisième Partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

La matière afférente au recouvrement est spécifiquement régie par la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (« CRAF », en abrégé, pour la suite du présent règlement), regroupant les dispositions relatives au recouvrement fiscal du Code des Impôts sur les revenus au sein du CDLD, abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12 du CDLD par ses articles 13 et 14, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8bis, autorisant, dans le respect du calendrier y consigné (article 13, CRAF), un nouveau dispositif d'extrait de rôle (remplaçant la « contrainte » auparavant imposée au Directeur financier – article 13, § 1^{er}, CRAF) et obligeant les provinces à recourir au rappel par envoi recommandé, désormais appelé « *sommation de payer* », avant la mise en œuvre de toute mesure d'exécution.

§2 – Par application de l'article L3321-8bis du CDLD, la province peut récupérer les frais postaux de l'envoi recommandé valant sommation de payer.

Cette faculté est intégrée au sein de chaque règlement-taxe provincial.

La sommation de payer vaut mise en demeure et fait donc courir les intérêts de retard, calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

Le courrier portant sommation de payer comporte les mentions obligatoires visées par les articles 13, §1^{er}, 14, 20 et 24, du CRAF.

§3 – Les délais de procédure à respecter sont prévus à l'article L3321-8bis, du CDLD. Ils sont reproduits au sein de chaque règlement-taxe particulier.

§4 – A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province.

Ils sont calculés sur la base de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Directeur financier.

§5 – Sans préjudice de ces prescriptions, les dispositions du titre VII, Chapitres 1, 3, 4, 7, à 10, du Code des Impôts sur les Revenus et les articles 126 à 175, de l'arrêté d'exécution de ce Code sont applicables aux taxes provinciales, pour autant qu'elles ne concernent pas spécialement les impôts sur les revenus.

Toutefois, les poursuites, les privilèges et l'hypothèque légale pour le recouvrement des taxes, dont la perception incombe à l'administration des Douanes et Accises, sont exercés comme en matière de droit d'Accises (article L3321-12, du CDLD).

§6 – Les rôles des impositions provinciales sont arrêtés et rendus exécutoires, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit l'exercice, par le Collège provincial (article L3321-4, du CDLD).

Article 4 –

§1^{er} – Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Chaque règlement portant une taxe provinciale précise les informations suivantes :

- Responsable de traitement : la Province de Liège ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de Liège s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription et applicables *rationae materiae* en fonction de la taxe concernée ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce ; il peut s'agir de déclarations et contrôles ponctuels, de recensement par l'administration ou d'établissement au cas par cas en fonction de la nature de la taxe et de la réglementation qui lui est applicable ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

CHAPITRE II - DE L'EXIGIBILITÉ DES TAXES

Article 5 – Les taxes sont exigibles pour leur totalité ou réduites de moitié, selon que la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence dans le courant du premier ou du second semestre de l'année.

En cas de contravention constatée par procès-verbal, la taxe ou la cotisation supplémentaire sera toujours due pour l'année entière.

Aucune taxe n'est due pour l'année en cours, lorsque la détention, l'utilisation ou l'exploitation de l'élément imposable commence à partir du 1^{er} décembre.

Article 6 – En cas de vente ou de cession d'un élément imposable, la taxe payée pour l'année courante peut être transcrite au nom de l'acquéreur, si celui-ci le demande dans le mois, en reproduisant la quittance délivrée au cédant.

Aussi longtemps que la mutation n'a pas été déclarée, le cédant est responsable du paiement de la taxe, sauf son recours contre l'acquéreur.

Article 7 – Lorsqu'un élément imposable classé dans une catégorie inférieure devient, au cours de l'année, passible d'une cotisation plus élevée, il sera dû, en plus de la première imposition, la différence entre les deux taxations. Il sera toutefois fait application des principes énoncés à l'article 5, du présent règlement.

Article 8 – Il n'est accordé aucune remise ou modération dans le cas de vente, cession, cessation d'exploitation, disparition ou passage d'une catégorie supérieure dans une catégorie inférieure, d'un élément imposé.

Article 9 – Le contribuable qui, du chef de la détention, de l'utilisation ou de l'exploitation du même élément imposable, a acquitté, au profit d'une autre Province, une taxe analogue à celle qui le frappe dans la province de Liège doit en faire la déclaration, conformément aux dispositions des articles 10 et suivants du présent règlement, mais peut demander un dégrèvement qui sera calculé sur la base de la taxe la moins élevée.

Ce dégrèvement sera supporté par la Province de Liège, dans la proportion du montant de sa taxe comparée à l'ensemble des deux impositions.

Ce dégrèvement proportionnel sera également accordé dans le cas où la taxe perçue dans l'autre province serait équivalente à celle établie dans la province de Liège.

CHAPITRE III - DE LA FORMATION DES RÔLES

Article 10 – En principe, les impositions portées aux rôles sont établies à la suite d'un recensement, effectué par les administrations communales, sur formulaires qui seront remis par les agents recenseurs communaux, au domicile des contribuables, avant le 31 janvier de chaque année.

Ces formules, dûment complétées et signées par les assujettis, doivent être remises à l'agent recenseur avant le 15 février.

Si le contribuable en fait la demande, la formule de déclaration est remplie par l'agent recenseur. Dans ce cas, la signature du contribuable doit être précédée de la mention manuscrite « *Approuvé* ».

Si le contribuable ne sait pas signer, la formule de déclaration sera revêtue de la signature des deux témoins.

Article 11 –

§1^{er} – Lorsque le règlement de taxation prévoit une obligation de déclaration, la non-déclaration dans les délais prévus par ce même règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'autorité habilitée à arrêter le rôle notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit.

La taxation d'office ne peut être enrôlée valablement que pendant une période de trois ans à compter du 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition. Ce délai est prolongé de deux ans en cas d'infraction au règlement de taxation commise dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire.

Le règlement de taxation peut prévoir que les taxes enrôlées d'office sont majorées de tel montant qu'il fixe et qui ne peut dépasser le double de la taxe qui est due. Le montant de cette majoration est également enrôlé.

§2 – Les infractions visées au présent article 11, § 1, alinéa 1^{er}, sont constatées par les fonctionnaires assermentés et spécialement désignés à cet effet par l'autorité habilitée à arrêter les rôles. Les procès-verbaux qu'ils rédigent font foi jusqu'à preuve du contraire.

§3 – Tout redevable est tenu, à la demande de l'administration et sans déplacement, de produire tous les livres et documents nécessaires à l'établissement de la taxe.

Les redevables sont également tenus d'accorder le libre accès aux immeubles, bâtis ou non, susceptibles de constituer ou de contenir un élément imposable ou dans lesquels s'exerce une activité imposable, aux fonctionnaires désignés conformément au §2, de cette disposition, et munis de leur lettre de désignation et ce, en vue d'établir ou de contrôler l'assiette de la taxe.

Ces fonctionnaires ne peuvent toutefois pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de cinq heures du matin à neuf heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge du tribunal de police.

Article 12 – Sont dispensés de la déclaration pour l'année courante, ceux qui, venant s'établir dans une commune, justifient avoir fait cette déclaration et avoir acquitté la taxe dans une autre commune de la province de Liège pour ladite année, ainsi que les héritiers d'un redevable, pour autant que ce dernier ait rempli ses obligations.

Article 13 – Le redevable qui n'aurait pas été compris dans la distribution des formulaires de déclaration, visés à l'alinéa 1^{er}, de l'article 9 ci-dessus, est tenu d'en aviser son administration communale avant le 10 février.

Il lui sera délivré une formule de déclaration qui devra être complétée, signée et remise à l'agent recenseur pour le 15 février, conformément aux prescriptions de l'alinéa 2, de l'article 10 précité.

Les dispositions de l'alinéa 3, du même article sont également applicables au présent cas.

Article 14 – Les propriétaires, détenteurs, employeurs ou exploitants d'éléments imposables qui se déplaceraient dans plusieurs communes de la province de Liège, sont tenus d'en faire la déclaration, avec mention spéciale de cette circonstance, dans chacune de ces communes, mais la taxe sera payée au lieu de leur domicile, si ce dernier se situe dans la province, ou dans l'une des communes à indiquer par le redevable, si celui-ci réside en dehors de la province.

Article 15 – Aussitôt que les bulletins de déclaration sont rentrés, conformément aux dispositions des articles 10 et 13, de ce règlement, le Collège communal dressera un relevé indiquant, par ordre alphabétique, les noms, prénoms, professions et demeures des déclarants, ainsi que les éléments servant au calcul des taxes.

Ce relevé accompagné de toutes les déclarations, sera transmis, le 1^{er} mars au plus tard, au Collège provincial, en vue de la formation du rôle.

Le rôle mentionnera :

1. Le nom de la Province ;
2. Les noms, prénoms ou dénominations sociales et les adresses des redevables ;
3. La date du règlement en vertu duquel la taxe est due ;
4. La dénomination, l'assiette, le taux, le calcul et le montant de la taxe, ainsi que l'exercice auquel elle se rapporte ;
5. Les numéros d'articles ;
6. La date du visa exécutoire ;
7. La date d'envoi ;
8. La date ultime de paiement ;
9. Le délai dans lequel le redevable peut introduire une réclamation et l'adresse exacte de l'instance compétente pour la recevoir (art. L3321-4, du C.D.L.D.).

Article 16 – Toute personne qui, postérieurement au recensement dont question à l'article 11 ci-dessus, devient propriétaire, détenteur, exploitant ou employeur d'éléments imposables, augmente le nombre de ceux qu'elle avait primitivement déclarés ou remplace ces derniers par d'autres d'une catégorie imposée à un taux supérieur, doit en faire, dans les quinze jours, la déclaration à l'Administration communale.

Une déclaration doit être souscrite alors même que les éléments imposables, dont on devient propriétaire, détenteur, employeur ou exploitant, auraient déjà été déclarés dans une autre province, ou par le précédent redevable.

Il sera, dans ces cas, fait application des articles 6 et 9, du présent règlement.

En cas de changement de domicile au sein de la province, d'un propriétaire, détenteur, exploitant, employeur d'éléments imposables, l'Administration communale du domicile précédent en donne connaissance à la commune du nouveau domicile, ainsi qu'à l'administration provinciale. Si le redevable en question n'a souscrit aucune déclaration pour l'année en cours, il est tenu de le faire, dans un délai de quinze jours, auprès de l'Administration communale de son nouveau domicile.

Article 17 – Le déclarant qui en fait la demande reçoit un extrait de sa déclaration sur papier libre et sans frais.

Article 18 – Il sera dressé ainsi les 30 juin et 30 novembre de chaque année par les Administrations communales, des relevés supplémentaires comprenant les déclarations des contribuables qui pour une cause quelconque, n'auront pas été portés au rôle primitif.

Les rôles supplétifs seront dressés, arrêtés, rendus exécutoires et recouverts de la même manière que les rôles primitifs.

Article 19 – Aussitôt que les rôles, tant primitifs que supplétifs, sont rendus exécutoires, ils sont transmis, contre accusé de réception, au Directeur financier provincial chargé du recouvrement qui assure sans délai l'envoi des avertissements-extraits de rôle.

Cet envoi s'opère sans frais pour le redevable (article L3321-4, du CDLD.).

L'avertissement-extrait de rôle mentionne la date de l'envoi et porte les mentions indiquées à l'article 15, alinéa 3.

Une synthèse du règlement en vertu duquel la taxe est due sera jointe (article L3321-5, du CDLD).

Article 20 – Les taxes provinciales enrôlées sont payables dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait du rôle.

Article 21 – Les imprimés nécessaires à l'établissement et au recouvrement des taxes sont à charge de la Province et fournis par celle-ci.

CHAPITRE IV - DES RÉCLAMATIONS

Article 22 – Hormis le cas des centimes additionnels provinciaux aux taxes perçues par l'Etat, qui sont soumis aux mêmes règles que l'impôt principal, les réclamations contre les taxes provinciales doivent être introduites, sous peine de déchéance, auprès du Collège provincial qui agit en tant qu'autorité administrative.

Les réclamations contre les taxes provinciales s'effectuent selon les dispositions des articles L3321-9 à L3321-12, du CDLD, ainsi que par application de l'article L3321-4 de ce même Code.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de six mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle mentionnant le délai de réclamation, par le redevable, ainsi que son conjoint, sur les biens duquel l'imposition est mise en recouvrement, contre une taxe provinciale auprès de l'instance compétente pour la recevoir.

Les débiteurs solidairement responsables peuvent aussi introduire une réclamation contre la taxe pour laquelle ils sont tenus solidairement.

La réclamation peut également être introduite par un mandataire, pour autant que la preuve du mandat soit fournie à l'Administration, sauf si ce mandataire est un avocat.

Que la réclamation soit introduite par lettre recommandée ou par lettre simple, la date du cachet de la poste figurant sur la preuve d'envoi du recommandé ou sur l'enveloppe de l'envoi simple vaut comme date d'introduction.

Si la réclamation est remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception, c'est la date figurant sur ledit accusé qui sera prise en compte.

Article 23 – La réclamation introduite devant le collège provincial contre une taxe provinciale constitue le préalable obligatoire qui rend admissible le recours judiciaire.

Ce préalable obligatoire s'impose et ce, quelle que soit la nature des griefs invoqués contre la cotisation contestée.

Par conséquent, outre le fait de l'irrecevabilité de la réclamation introduite hors délai, le contribuable, qui n'aurait pas introduit ce recours administratif devant le Collège provincial, se voit aussi privé de la possibilité de porter son litige devant les cours et tribunaux, pourtant seuls compétents pour connaître des griefs de légalité du règlement-taxe sur lequel repose la taxation.

Article 24 – Les règles de procédure à suivre dans le cadre de ce contentieux fiscal sont régies par l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège des bourgmestre et échevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

La réclamation doit, à peine de nullité, être introduite par écrit auprès de l'autorité compétente.

Elle est datée et signée par le réclamant ou son représentant et mentionne :

1° les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie ;
2° l'objet de la réclamation et sa motivation.

La réclamation écrite est un acte de procédure devant contenir les éléments faisant apparaître sa validité. Afin d'être valable, la réclamation doit être signée. La signature constitue un élément essentiel de la réclamation.

A cet égard, en cas d'irrégularité, elle ne peut être corrigée après l'expiration du délai de réclamation, lequel est d'ordre public. Elle ne peut être corrigée que par la signature de la réclamation endéans le délai de réclamation ou par l'introduction d'une réclamation nouvelle et signée dans le délai de réclamation.

La réclamation doit être motivée c'est-à-dire contenir les arguments de droit et de fait invoqués par le redevable à l'appui de ses prétentions.

Une réclamation non motivée est irrecevable.

L'autorité compétente ou l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet accuse réception, par écrit, dans les huit jours de l'envoi de la réclamation.

La réclamation peut également être remise à l'autorité compétente ou à l'organe qu'elle désigne spécialement à cet effet contre accusé de réception.

Article 25 – Le réclamant n'est pas tenu de justifier du paiement de la taxe.

Article 26 – Du statut d'autorité administrative du Collège provincial, il découle que :

- Le Collège doit uniquement vérifier si l'imposition individuelle est conforme aux lois, aux règlements fiscaux provinciaux, ensuite aux dispositions de la loi du 24 décembre 1996 et finalement à toutes les autres dispositions normatives que l'administration locale doit respecter ;
- Le Collège doit vérifier l'exactitude du montant réclamé au contribuable ;
- Le Collège ne peut en revanche, pas contrôler la conformité du règlement-taxé provincial lui-même au regard de toutes lois, décrets, ordonnances, règlements provinciaux et communaux.

Article 27 – La décision prise par le Collège provincial peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal de Première Instance dans le ressort duquel la taxe a été établie.

La décision que l'autorité compétente aura notifiée par pli recommandé au réclamant ainsi que, le cas échéant, à son représentant mentionne notamment :

- Les voies éventuelles de recours ;
- Les instances compétentes pour en connaître ;
- Les formes et délais à respecter.

A défaut de décision dans le chef de l'autorité provinciale compétente, la réclamation est réputée fondée.

Les articles 1385*decies* et 1385*undecies* du Code judiciaire sont applicables à cette matière.

L'action doit être introduite, à peine de déchéance, au plus tard dans un délai de trois mois à partir de la notification de la décision relative au recours administratif.

Dans cette hypothèse, l'action peut être introduite au plus tôt six mois après la date de réception du recours administratif, au cas où ce recours n'a pas fait l'objet d'une décision.

Ce délai de six mois est prolongé de trois mois lorsque l'imposition contestée a été établie d'office par l'administration.

Le jugement du Tribunal de Première Instance est susceptible d'opposition ou d'appel.

L'arrêt de la cour d'appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation.

Article 28 – Le Collège provincial accorde d'office le dégrèvement des taxes résultant d'erreurs matérielles.

Le redevable peut donc également introduire une demande de dégrèvement d'office lorsqu'il estime que la surtaxe résulte :

- D'une erreur matérielle ;
- D'un double emploi ;
- De faits nouveaux, dont la production ou l'allégation tardive par le redevable est justifiée par de justes motifs.

L'erreur matérielle visée à l'article 376, § 1^{er}, du code des impôts sur les revenus consiste en une erreur de fait c'est-à-dire une erreur commise par inadvertance qui a pour conséquence que la cotisation manque de base légale. Elle est étrangère à toute intervention de l'intelligence ou de la volonté du contribuable ou du fonctionnaire taxateur ainsi qu'à toute appréciation de celui-ci. Elle consiste en erreurs de calcul, erreurs de plume ou autres erreurs grossières, étrangères à toute appréciation juridique de l'imposabilité du redevable ou de la détermination des bases imposables.

Ainsi, l'erreur matérielle au sens de la loi est une erreur dont l'origine réside dans une négligence, une distraction ou une inattention du fonctionnaire taxateur ou du contribuable.

L'erreur matérielle ne doit donc pas être confondue avec l'erreur de droit qui suppose une interprétation ou une appréciation incorrecte — volontairement ou par ignorance — de la loi fiscale.

BESCHLUSSENTWURF**ALLGEMEINE VERORDNUNG ÜBER DIE ERHEBUNG DER PROVINZIALSTEUERN
FÜR DAS JAHR 2023**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches und insbesondere der Artikel 1385^{decies} 1385^{undecies} ;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der Artikel L22-12-22, L2212-32, L2212-51 §5, L2212-65, 62 Punkt 8, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020 und abgeändert durch das Haushaltsdekret vom 22. Dezember 2021, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021, das den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 enthält, welcher das neue Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung auf die provinziellen und kommunalen Steuern anwendbar macht;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des nicht datierten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das mit einem Schreiben vom 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass die verschiedenen und gemeinsamen Bestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern in einer allgemeinen Verordnung zusammengefasst werden müssen;

In der Erwägung, dass die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern für das Jahr 2022, die per Beschluss vom 28. Oktober 2021 verabschiedet wurde, am 3. Dezember 2021 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region ohne jegliche Bemerkung genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass die allgemeine Verordnung für 2023 abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass es tatsächlich notwendig ist, die zusätzlichen Bestimmungen des für 2023 geltenden Rundschreibens über Widersprüche gegen die Provinzialsteuern aufzunehmen;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2023 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern für das Jahr 2023 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

STEUERJAHR 2023
ALLGEMEINE VERORDNUNG ÜBER DIE ERHEBUNG DER PROVINZIALSTEUERN

KAPITEL I - ALLGEMEINES

Artikel 1 – Außer bei einer Abweichung oder einer anders lautenden Bestimmung einer besonderen Verordnung gilt vorliegender Beschluss für sämtliche Provinzialsteuern, die der Lütticher Provinzialrat festgelegt hat oder festlegen wird, mit Ausnahme der Zuschlaghundertstel auf den Immobiliensteuervorabzug.

Artikel 2 - Die Vorarbeiten zur Eintreibung, die Eintreibungen selbst und die Untersuchung von Widersprüchen werden von den durch das Gesetz zu diesem Zweck bestimmten Beamten und Bediensteten der Verwaltungen und unter deren Aufsicht durchgeführt.

Artikel 3 -

§1 - Die Eintreibung der Provinzialsteuern und die diesbezüglichen Streitsachen werden durch die Bestimmungen der Artikel L3321-1 bis L3321-12 von Titel II von Buch III des dritten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung [KLDD] geregelt.
 Der Bereich der Eintreibung wird spezifisch durch das Gesetz vom 13. April 2019 geregelt, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (im Folgenden kurz CRAF) einführt, das die Bestimmungen zur Steuereintreibung aus dem Einkommensteuergesetzbuch innerhalb des KLDD zusammenfasst, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 des KLDD durch seine Artikel 13 und 14 abändert, das das neue CRAF auf Provinzsteuern anwendbar macht und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt, der gemäß dem darin festgelegten Zeitplan (Artikel 13, CRAF) ein neues Steuerbescheidsystem genehmigt (den zuvor dem Finanzdirektor auferlegten „Zwang“ ersetzend – Artikel 13, § 1, CRAF) und die Provinzen dazu verpflichtet, vor der Durchführung einer Vollstreckungsmaßnahme eine Erinnerung – fortan „Zahlungsmahnung“ genannt – per Einschreiben zu versenden.

§ 2 - Gemäß Artikel L3321-8bis des KLDD kann die Provinz die Postgebühren für das als Zahlungsmahnung geltende Einschreiben zurückfordern.

Diese Möglichkeit ist in jede Steuerverordnung der Provinz integriert.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung, weshalb gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes anfallen.

Das Schreiben für die Zahlungsmahnung enthält die in Artikel 13, §1, 14, 20 und 24 des CRAF genannten Pflichtangaben.

§ 3 - Die einzuhaltenden Verfahrensfristen sind in Artikel L3321-8bis des KLDD vorgesehen. Sie werden innerhalb jeder einzelnen Steuerverordnung wiedergegeben.

§ 4 - Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben.

Sie werden auf der Grundlage von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Finanzdirektor beschlossen werden.

§ 5 - Unbeschadet dieser Bestimmungen sind die Bestimmungen von Titel VII, Kapitel 1, 3, 4 und 7 bis 10 des Einkommensteuergesetzbuches und die Artikel 126 bis 175 des Erlasses zur Ausführung dieses Gesetzbuches anwendbar auf die Provinzialsteuern, insofern sie nicht speziell die Einkommensteuern betreffen.

Verfolgungen, Vorzugsrechte und die gesetzliche Hypothek für die Eintreibung der Steuern, die durch die Verwaltung der Zölle und Akzisen einzunehmen sind, werden jedoch wie für die Akzisen ausgeübt (Artikel L3321-12 des KLDD).

§ 6 - Die Heberollen der Provinzialsteuern werden spätestens am 30. Juni des Jahres, das dem Rechnungsjahr folgt, durch das Provinzkollegium festgestellt und für vollstreckbar erklärt (Artikel L3321-4 KLDD).

Artikel 4 -

§ 1 - Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Rechtsmittel.

Jede Verordnung über eine Steuer der Provinz beinhaltet folgende Informationen:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der spezifischen Verjährungsfristen, die je nach der betreffenden Steuer unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerhebung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird. Es kann sich um Erklärungen, Stichprobenkontrollen oder eine durch die Verwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme handeln. Sie kann auch im Einzelfall festgelegt werden, je nach Art der Steuer und der anzuwendenden Verordnung;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

KAPITEL II - EINFORDERBARKEIT DER STEUERN

Artikel 5 - Die Steuern sind in ihrer Gesamtheit oder nur zur Hälfte einforderbar, je nachdem ob der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements im Laufe des ersten oder des zweiten Halbjahrs beginnt.

Wird eine Übertretung festgestellt, ist die Steuer oder die zusätzliche Abgabe immer für das ganze Jahr zu zahlen.

Die Steuer wird nicht für das laufende Jahr geschuldet, wenn der Besitz, die Benutzung bzw. die Betreibung des steuerpflichtigen Elements ab dem 1. Dezember beginnt.

Artikel 6 - Bei Verkauf oder Abtretung eines steuerpflichtigen Elements kann die für das laufende Jahr bezahlte Steuer auf den Namen des Erwerbers überschrieben werden, sofern dieser dies binnen einem Monat beantragt, und dabei die Quittung vorlegt, die dem Übertragenden ausgestellt wurde.

Solange der Betreiberwechsel nicht gemeldet worden ist, haftet der Übertragende für die Zahlung der Steuer, es sei denn, er hätte Beschwerde gegen den Erwerber eingereicht.

Artikel 7 - Wenn ein in eine niedrigere Kategorie eingestuftes steuerpflichtiges Element im Laufe des Jahres mit einer höheren Abgabe belegt wird, muss zusätzlich zur ersten Steuer die Differenz zwischen beiden Abgaben bezahlt werden. Hierbei werden jedoch die in Artikel 5 der vorliegenden Verordnung aufgeführten Prinzipien angewandt.

Artikel 8 - Bei Verkauf, Abtretung, Betriebseinstellung, Auflösung oder Übertragung eines besteuerten Elements von einer höheren zu einer niedrigen Kategorie wird weder Erlass noch Ermäßigung gewährt.

Artikel 9 - Der Steuerpflichtige, der aufgrund des Besitzes, der Benutzung oder der Betreibung desselben steuerpflichtigen Elements eine ähnliche Steuer wie die ihm in der Provinz Lüttich auferlegte Steuer zugunsten einer anderen Provinz bezahlt hat, muss dies gemäß den Bestimmungen der Artikel 10 sqq. der vorliegenden Verordnung melden. Er kann aber einen Steuernachlass beantragen, der auf der Grundlage des niedrigeren Steuersatzes errechnet wird. Der Steuernachlass geht zu Lasten der Provinz Lüttich im Verhältnis des Betrags ihrer Steuer zum Gesamtbetrag der beiden Steuern.

Dieser proportionale Steuernachlass wird ebenfalls gewährt, wenn die in der anderen Provinz erhobene Steuer mit der in der Provinz Lüttich festgelegten Steuer übereinstimmt.

KAPITEL III - HEBEROLLEN

Artikel 10 - Die in den Heberollen eingetragenen Steuern werden im Prinzip infolge einer Bestandsaufnahme festgelegt, die von den Gemeindeverwaltungen anhand von Formularen durchgeführt wird, die die für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten der Gemeinde, vor dem 31. Januar eines jeden Jahres am Wohnsitz der Steuerpflichtigen aushändigen. Diese Formulare müssen ordnungsgemäß vom Steuerpflichtigen ausgefüllt und unterschrieben und beim für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten vor dem 15. Februar eingereicht werden.

Das Erklärungsformular kann auf Anfrage des Steuerpflichtigen vom für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten ausgefüllt werden. In diesem Fall muss vor der Unterschrift des Steuerpflichtigen der handgeschriebene Vermerk „*genehmigt*“ stehen.

Falls der Steuerpflichtige nicht unterzeichnen kann, müssen zwei Zeugen das Erklärungsformular unterzeichnen.

Artikel 11 - §1 - Sieht die Steuerverordnung eine Erklärungspflicht vor, hat die Nichtabgabe dieser Erklärung innerhalb der in vorerwähnter Verordnung festgelegten Frist oder die Abgabe einer falschen, unvollständigen oder ungenauen Erklärung seitens des Steuerpflichtigen die Eintragung der Steuer von Amts wegen in die Heberolle zur Folge.

Bevor die Steuer von Amts wegen veranlagt wird, notifiziert die für die Erstellung der Heberolle zuständige Behörde dem Steuerpflichtigen per Einschreiben die Gründe für die Anwendung dieses Verfahrens, die Elemente, auf denen die Besteuerung basiert, sowie das Verfahren zur Bestimmung dieser Elemente und den Betrag der Steuer.

Der Steuerpflichtige verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Datum der Notifizierung, um seine Bemerkungen schriftlich vorzubringen.

Die Veranlagung der Steuer von Amts wegen kann nur während einer Zeitspanne von drei Jahren ab dem 1. Januar des Steuerjahres rechtsgültig in die Heberollen eingetragen werden. Diese Frist wird um zwei Jahre verlängert, wenn in betrügerischer Absicht oder mit der Absicht zu schaden gegen die Steuerverordnung verstoßen wird.

Die Steuerverordnung kann vorsehen, dass die von Amts wegen in die Heberolle eingetragenen Steuern um einen in der Verordnung festgelegten Betrag, der das Doppelte der geschuldeten Steuer nicht überschreiten darf, erhöht werden. Der Betrag dieser Erhöhung wird ebenfalls in die Heberolle eingetragen.

§2 - Die in vorliegendem Artikel 11 §1 Absatz 1 erwähnten Verstöße werden durch vereidigte Beamte festgestellt, die von der für die Erstellung der Heberolle zuständigen Behörde eigens dazu bestimmt worden sind. Die von ihnen aufgestellten Protokolle haben Beweiskraft bis zum Beweis des Gegenteils.

§3 - Jeder Steuerpflichtige ist verpflichtet, auf Ersuchen der Verwaltung und vor Ort alle für die Festlegung der Steuer notwendigen Bücher und Dokumente vorzulegen.

Die Steuerpflichtigen sind ebenfalls verpflichtet, den gemäß §2 der vorliegenden Bestimmung bestimmten Beamten, die im Besitz ihres Benennungsschreibens sind, freien Zugang zu den bebauten oder unbebauten Immobilien zu gewähren, die ein steuerpflichtiges Element bilden oder beinhalten können oder in denen eine steuerpflichtige Tätigkeit ausgeübt wird, um die Besteuerungsgrundlage festzulegen oder zu überprüfen.

Zu bewohnten Gebäuden oder Räumlichkeiten haben diese Beamten jedoch nur Zugang zwischen fünf Uhr morgens und neun Uhr abends, und nur mit der Ermächtigung des Richters des Polizeigerichts.

Artikel 12 - Von der Erklärung für das laufende Jahr sind diejenigen befreit, die sich in einer Gemeinde niederlassen und den Nachweis erbringen, dass sie für das betreffende Jahr in einer anderen Gemeinde der Provinz Lüttich diese Erklärung abgegeben und die Steuer bezahlt haben. Das gilt auch für die Erben eines Steuerpflichtigen, wenn Letzterer seinen Verpflichtungen nachgekommen ist.

Artikel 13 - Der Steuerpflichtige, der bei der Verteilung der in obigem Artikel 9 Absatz 1 erwähnten Erklärungsformulare nicht einbezogen worden ist, muss seine Gemeindeverwaltung vor dem 10. Februar davon in Kenntnis setzen.

Ihm wird ein Erklärungsformular ausgehändigt, das dem für die Bestandsaufnahme zuständigen Bediensteten gemäß den Vorschriften von obigem Artikel 10 Absatz 2 für den 15. Februar ausgefüllt und unterzeichnet übergeben werden muss.

Die Bestimmungen von Absatz 3 desselben Artikels finden ebenfalls Anwendung auf diesen Fall.

Artikel 14 - Die Eigentümer, Besitzer, Arbeitgeber oder Betreiber von steuerpflichtigen Elementen, die sich in mehreren Gemeinden der Provinz Lüttich aufhalten, müssen dies in jeder dieser Gemeinden melden, wobei sie insbesondere auf diesen Umstand hinweisen müssen. Die Steuer wird jedoch in der Gemeinde des Wohnsitzes gezahlt, sofern Letzterer in der Provinz liegt, oder in einer der Gemeinden, die der Steuerpflichtige selbst bestimmt, wenn er außerhalb der Provinz wohnt.

Artikel 15 - Sobald die Erklärungen, gemäß den Artikeln 10 und 13 vorliegender Verordnung abgegeben worden sind, erstellt das Gemeindegremium ein Verzeichnis, auf dem Name, Vorname, Beruf und Wohnort der Abgeber der Erklärungen in alphabetischer Reihenfolge und die Elemente für die Berechnung der Steuern vermerkt werden.

Dieses Verzeichnis wird dem Provinzkollegium im Hinblick auf die Erstellung der Heberolle für spätestens den 1. März mit sämtlichen Erklärungen übermittelt.

In der Heberolle wird Folgendes angegeben:

1. der Name der Provinz;
2. die Namen, Vornamen oder Gesellschaftsnamen und Adressen der Steuerpflichtigen;
3. das Datum der Verordnung, aufgrund der die Steuer zu entrichten ist;
4. die Bezeichnung, die Besteuerungsgrundlage, der Satz, die Berechnung und der Betrag der Steuer sowie das Rechnungsjahr, auf das sie sich bezieht;
5. die Nummern der Artikel;
6. das Datum der Vollstreckbarerklärung;
7. das Versanddatum;
8. der äußerste Zahlungstermin;
9. die Frist, innerhalb der der Steuerpflichtige einen Widerspruch einreichen kann, und die genaue Adresse der zuständigen Berufungsinstanz (Artikel L3321-4 des KLDD).

Artikel 16 - Jede Person, die nach der in obigem Artikel 11 erwähnten Bestandsaufnahme Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen wird, die Anzahl der ursprünglich angegebenen steuerpflichtigen Elemente erhöht oder sie durch andere Elemente ersetzt, die in eine Kategorie mit höherem Steuersatz fallen, muss die Gemeindeverwaltung innerhalb 15 Tagen davon in Kenntnis setzen.

Eine Erklärung muss auch dann eingereicht werden, wenn die steuerpflichtigen Elemente, deren Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber man wird, bereits in einer anderen Provinz oder vom vorherigen Steuerpflichtigen gemeldet worden sind.

In diesen Fällen kommen die Artikel 6 und 9 vorliegender Verordnung zur Anwendung.

Wenn ein Eigentümer, Besitzer, Betreiber bzw. Arbeitgeber von steuerpflichtigen Elementen den Wohnsitz innerhalb der Provinz wechselt, informiert die Gemeindeverwaltung des vorherigen Wohnsitzes die Gemeinde des neuen Wohnsitzes darüber. Diese Information wird auch an die Eintreibungsstellen des früheren und des neuen Wohnsitzes weitergeleitet. Wenn der betreffende Steuerpflichtige für das laufende Jahr keine Erklärung eingereicht hat, muss er dies innerhalb fünfzehn Tagen bei der Gemeindeverwaltung seines neuen Wohnsitzes nachholen.

Artikel 17 - Auf Antrag des Erklärenden wird ihm kostenlos ein Auszug aus seiner Erklärung auf ungestempeltem Papier ausgehändigt.

Artikel 18 - Am 30. Juni und am 30. November eines jeden Jahres erstellen die Gemeindeverwaltungen zusätzliche Verzeichnisse mit den Erklärungen der Steuerpflichtigen, die aus irgendeinem Grund nicht in der ursprünglichen Heberolle aufgeführt waren. Ergänzende Heberollen werden wie ursprüngliche Heberollen aufgestellt, festgestellt, für vollstreckbar erklärt und eingetrieben.

Artikel 19 - Sobald die sowohl ursprünglichen als auch ergänzenden Heberollen für vollstreckbar erklärt worden sind, werden sie dem Finanzdirektor der Provinz, der mit der Eintreibung beauftragt ist, gegen Empfangsbestätigung übermittelt; dieser sorgt unverzüglich für den Versand der Steuerbescheide.

Dieser Versand erfolgt für den Steuerpflichtigen kostenlos (Artikel L3321-4, des KLDD).

Auf dem Steuerbescheid werden das Datum des Versands und die in Artikel 15, Absatz 3 erwähnten Angaben vermerkt.

Dem Steuerbescheid wird eine Zusammenfassung der Verordnung, auf der die Steuer basiert, beigefügt (Artikel L3321-5 des KLDD).

Artikel 20 - Die in der Heberolle eingetragenen Provinzialsteuern sind binnen zwei Monaten nach Versand des Steuerbescheids zu entrichten.

Artikel 21 - Die zur Aufstellung und zur Eintreibung der Steuern nötigen Vordrucke gehen zu Lasten der Provinz und müssen von dieser zur Verfügung gestellt werden.

KAPITEL IV - WIDERSPRÜCHE

Artikel 22 - Mit Ausnahme der provinziellen Zuschlagshundertstel auf Staatsteuern, die denselben Bestimmungen wie die Hauptsteuer unterliegen, müssen Widersprüche gegen Provinzialsteuern zur Vermeidung des Verfalls beim Provinzkollegium eingereicht werden, das als Verwaltungsbehörde handelt.

Widersprüche gegen die Provinzialsteuern erfolgen gemäß den Bestimmungen der Artikel L3321-9 bis L3321-11 des KLDD sowie in Anwendung des Artikels L33321-4 desselben Kodex.

Zur Vermeidung des Rechtsverlusts müssen die Widersprüche binnen sechs Monaten ab dem dritten Werktag nach dem Versand des Steuerbescheids, der die Widerspruchsfrist angibt, vom Steuerpflichtigen sowie von seinem Ehepartner, auf dessen Vermögen die Steuer eingetrieben wird, gegen eine Provinzialsteuer bei der für die Annahme der Beschwerde zuständigen Instanz eingereicht werden.

Gesamtschuldner können auch gegen die Steuer, für die sie gesamtschuldnerisch haften, Widerspruch einlegen.

Der Widerspruch kann auch von einem Bevollmächtigten eingereicht werden, sofern der Verwaltung ein Nachweis über die Bevollmächtigung vorgelegt wird, es sei denn, der Bevollmächtigte ist ein Rechtsanwalt.

Unabhängig davon, ob der Widerspruch per Einschreiben oder einfachem Brief eingereicht wird, gilt das Datum des Poststempels auf dem Versandnachweis des Einschreibens oder auf dem Umschlag der einfachen Sendung als Datum der Einreichung.

Wird der Widerspruch bei der zuständigen Behörde oder dem von ihr eigens dazu bestimmten Organ gegen Empfangsbestätigung eingereicht, so gilt das Datum auf der Empfangsbestätigung.

Artikel 23 – Der beim Provinzialkollegium eingereichte Widerspruch gegen eine Provinzsteuer ist die obligatorische Voraussetzung, die den Rechtsweg zulässig macht.

Diese obligatorische Voraussetzung ist unabhängig von der Art der gegen die angefochtene Abgabe vorgebrachten Beschwerdepunkte notwendig.

Abgesehen von der Unzulässigkeit des nicht fristgerecht eingereichten Widerspruchs wird dem Steuerzahler, der diesen Verwaltungswiderspruch nicht beim Provinzialkollegium eingereicht hat, somit auch die Möglichkeit genommen, seinen Rechtsstreit vor Gericht zu bringen, obwohl dieses allein für die Prüfung der Widersprüche zur Rechtmäßigkeit der Steuerverordnung, auf der die Besteuerung beruht, zuständig ist.

Artikel 24 – Die im Rahmen dieser Steuerstreitigkeit zu befolgenden Verfahrensregeln sind im Königlichen Erlass vom 12. April 1999 festgehalten, welcher das Verfahren vor dem Gouverneur oder vor dem Bürgermeister- und Schöffenkollegium in Sachen Widersprüche gegen eine Provinzial- oder Gemeindesteuer festlegt.

Der Widerspruch muss zur Vermeidung der Nichtigkeit schriftlich bei der zuständigen Behörde eingereicht werden.

Er ist zu datieren und vom Widerspruchsführer oder von seinem Vertreter zu unterzeichnen.

Müssen vermerkt werden:

- 1° Name, Eigenschaft, Adresse oder Sozialsitz des Steuerpflichtigen, zu dessen Lasten die Steuer festgelegt worden ist;
- 2° der Gegenstand des Widerspruchs und seine Begründung.

Der schriftliche Widerspruch ist ein Verfahrensakt, der die Elemente enthalten muss, aus denen sich seine Gültigkeit ergibt. Um gültig zu sein, muss der Widerspruch unterschrieben sein. Die Unterschrift ist ein wesentlicher Bestandteil des Widerspruchs.

Im Falle einer Unregelmäßigkeit kann er nach Ablauf der Widerspruchsfrist nicht mehr korrigiert werden, da diese die öffentliche Ordnung betrifft. Er kann nur durch Unterzeichnung des Widerspruchs innerhalb der Widerspruchsfrist oder durch Einreichung eines neuen und unterzeichneten Widerspruchs innerhalb der Widerspruchsfrist behoben werden.

Der Widerspruch muss begründet werden, d. h. er muss die rechtlichen und tatsächlichen Argumente enthalten, die der Steuerpflichtige zur Stützung seiner Ansprüche vorbringt.

Ein nicht begründeter Widerspruch ist unzulässig.

Die zuständige Behörde oder das von ihr eigens dazu bestimmte Organ bescheinigt den Empfang des Widerspruchs schriftlich binnen acht Tagen nach ihrem Versand.

Der Widerspruch kann auch bei der zuständigen Behörde oder dem von ihr eigens zu diesem Zweck benannten Organ gegen Empfangsbestätigung eingereicht werden.

Artikel 25 - Der Widerspruchsführer hat die Zahlung der Steuer nicht nachzuweisen.

Artikel 26 - Aus dem Status des Provinzialkollegiums als Verwaltungsbehörde ergibt sich Folgendes:

- Das Kollegium muss lediglich prüfen, ob die individuelle Besteuerung mit den Gesetzen, den Steuerverordnungen der Provinz, dann mit den Bestimmungen des Gesetzes vom 24. Dezember 1996 und schließlich mit allen anderen normativen Bestimmungen, die die lokale Verwaltung einhalten muss, übereinstimmt;
- Das Kollegium muss die Genauigkeit des vom Steuerpflichtigen geforderten Betrags überprüfen;

- Das Kollegium darf hingegen nicht die Übereinstimmung der Provinzialsteuerverordnung selbst mit allen Gesetzen, Dekreten, Verordnungen, Provinzial- und Gemeindevorschriften überprüfen.

Artikel 27 - Gegen den Beschluss des Provinzkollegiums kann Widerspruch vor dem Gericht Erster Instanz, in dessen Amtsbereich die Steuer festgelegt worden ist, eingereicht werden. Die Entscheidung, die die zuständige Behörde dem Widerspruchsführer sowie gegebenenfalls seinem Vertreter per Einschreiben zustellt, enthält:

- die möglichen Rechtsbehelfe;
- die zuständigen Instanzen;
- die einzuhaltenden Formen und Fristen.

In Ermangelung einer Entscheidung der zuständigen Provinzbehörde gilt der Anspruch als begründet.

Die Artikel 1385*decies* und 1385*undecies* des Gerichtsgesetzbuches sind für diese Angelegenheiten anwendbar.

Das Gesuch muss spätestens drei Monate nach der Notifizierung der Entscheidung über den Verwaltungswiderspruch eingereicht werden, ansonsten ist es verwirkt.

In diesem Fall kann das Gesuch frühestens sechs Monate nach dem Datum des Eingangs des Verwaltungswiderspruchs eingereicht werden, falls über den Widerspruch nicht entschieden wurde. Diese Frist von sechs Monaten wird um drei Monate verlängert, wenn die angefochtene Besteuerung von der Verwaltung von Amts wegen festgelegt wurde.

Gegen das Urteil des Gerichts Erster Instanz kann Widerspruch eingelegt oder Rechtsmittel eingeleitet werden.

Gegen den Entscheid des Appellationshofs kann eine Kassationsbeschwerde eingereicht werden.

Artikel 28 - Das Provinzkollegium gewährt von Amts wegen die Befreiung von Steuern, die aus sachlichen Fehlern entstanden sind.

Der Steuerpflichtige kann also auch einen Antrag auf Nachlass von Amts wegen stellen, wenn er der Meinung ist, dass die überhöhte Steuer hervorgeht aus:

- einem materiellen Irrtum;
- einer Doppelbesteuerung;
- neuen Fakten, deren verspätete Vorlage oder Anführung durch den Steuerschuldner auf rechtmäßigen Gründen beruht.

Der in Artikel 376 §1 des Einkommensteuergesetzes erwähnte materielle Irrtum besteht aus einem Tatsachenirrtum, d. h. einem versehentlich begangenen Fehler, der zur Folge hat, dass dem Beitrag die Rechtsgrundlage fehlt. Er ist unabhängig von der Einwirkung des Verstands oder des Willens des Steuerpflichtigen oder des Steuerbeamten sowie von dessen Einschätzung. Er besteht aus Rechenfehlern, Schreibfehlern oder anderen groben Fehlern, die außerhalb jeder rechtlichen Beurteilung der Steuerbarkeit des Steuerpflichtigen oder der Ermittlung der Steuerbemessungsgrundlage liegen.

Somit ist ein materieller Fehler im Sinne des Gesetzes ein Fehler, dessen Ursprung in der Nachlässigkeit, Ablenkung oder Unachtsamkeit des Steuerbeamten oder des Steuerpflichtigen liegt.

Der materielle Fehler darf daher nicht mit einem Rechtsfehler verwechselt werden, der – absichtlich oder aus Unkenntnis – eine unrichtige Auslegung oder Beurteilung des Steuergesetzes voraussetzt.

N° 73 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

*Taxe provinciale sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage pour 2023.
Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du
Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.*

RÉSOLUTION**TAXE SUR LES DÉPÔTS DE MITRAILLES ET DE VÉHICULES HORS D'USAGE 2023**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), notamment et plus spécialement en ses articles L22-12-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (*CRAF en abrégé*), abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020 et modifié par le décret budgétaire du 22 décembre 2021, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 rendant applicable le nouveau Code de Recouvrement amiable et forcé, aux taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée par courrier daté du 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis de légalité conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 19 *dito*, tel que joint en annexe ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour l'exercice 2023 ;

Attendu pour le surplus que relativement à la taxe sur les dépôts de mitrailles et véhicules hors d'usage, les taux de la taxe appliqués par la Province de Liège sont nettement inférieurs aux taux recommandés par la circulaire ;

Attendu que le seul cas d'espèce ne respectant pas la limitation, est celui du dépôt d'une superficie égale ou inférieure à 55 m² ;

Que force est donc de constater le caractère purement marginal de cette exception ne remettant nullement en cause les principes servant de fondements à la teneur et aux prescriptions du texte réglementaire de l'espèce ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondi à l'unité inférieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2023 sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS(16) - MR(15) - Ecolo(12) : 43
- Vote(nt) contre : LES ENGAGÉS-CSP (6) : 6
- S'abstien(nen)t : PTB (6) : 6
- Unanimité.

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT.

ADOPTE
en séance publique du
10 NOV. 2022

EXERCICE 2023**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES DÉPÔTS DE MITRAILLES ET DE VÉHICULES HORS D'USAGE**

Article 1^{er} – Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, installés en plein air sur son territoire et visibles des routes et chemins accessibles au public.

Par dépôt, il faut entendre le lieu où l'on dépose des mitrailles et des véhicules hors d'usage.

Par véhicule hors d'usage, il faut entendre tout véhicule automobile ou autre qui, par suite de l'enlèvement ou de la détérioration d'une pièce quelconque, se trouve hors d'état de marche, même s'il peut ultérieurement faire l'objet d'une réparation.

Article 2 – La taxe est due par le propriétaire des marchandises et des véhicules entreposés, quelle que soit leur importance, même si le dépôt n'a pas été autorisé en application de la réglementation en vigueur pour les établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Le propriétaire du terrain sur lequel un dépôt semblable est installé, est solidairement redevable de la taxe.

Article 3 – La taxe sur les dépôts de mitrailles et de véhicules hors d'usage, est fixée comme suit, en fonction de la superficie totale du terrain sur lequel le dépôt est établi :

- jusqu'à 5 ares 445 euros,
- plus de 5 ares jusqu'à 10 ares..... 890 euros,
- plus de 10 ares jusqu'à 20 ares..... 1.190 euros,
- plus de 20 ares jusqu'à 50 ares..... 1.490 euros,
- plus de 50 ares jusqu'à 100 ares 1.980 euros,
- plus de 100 ares..... 2.480 euros,

Si, dans le courant de l'année, un exploitant crée un nouveau dépôt, il est tenu d'en faire spontanément la déclaration auprès de l'administration provinciale – Impositions provinciales – 4000 LIEGE.

Cette déclaration spontanée doit être effectuée dans les quinze jours calendrier suivant la création de ce nouveau dépôt.

Article 4 – Exonération de la taxe

La taxe n'est pas due si le dépôt est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier ci-dessus :

- Soit par le fait de sa situation ;
- Soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à la rendre complètement invisible.

Les dépôts dans les enceintes des installations portuaires ou ferroviaires sont exonérés de la présente taxe.

Article 5 – Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Article 6 –

§1^{er}. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouvrés par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^e jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le directeur financier.

Le directeur financier doit dès lors réclamer le paiement des intérêts sauf si ledit Collège adopte une décision motivée au cas par cas.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 7 –

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de Liège ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de Liège s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative à la déclaration spontanée du redevable et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi.

Article 8 – Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé les dispositions qui précèdent, le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition.

BESCHLUSSENTWURF**STEUER AUF DEPOTS VON ALTEISEN UND AUSGEDIENTEN
FAHRZEUGEN 2023**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der L22-12-22, Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2212-6562, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020 und abgeändert durch das Haushaltsdekret vom 22. Dezember 2021, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021, das den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 enthält, welcher das neue Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung auf die provinziellen und kommunalen Steuern anwendbar macht;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des nicht datierten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das mit einem Schreiben vom 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für das Jahr 2023 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass, darüber hinaus, die von der Provinz Lüttich angewandten Steuersätze für die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen deutlich unter den vom Rundschreiben empfohlenen Sätzen liegen;
In der Erwägung, dass der einzige Fall, in dem die Begrenzung nicht eingehalten wird, der eines Depots mit einer Fläche von 55 m² oder weniger ist;
Dass daher festzustellen ist, dass es sich um eine rein marginale Ausnahme handelt, die in keiner Weise die Prinzipien in Frage stellt, die dem Inhalt und den Vorschriften des betreffenden Verordnungstextes zugrunde liegen;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Steuersatz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Abrundung auf die niedrigere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2023 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Depots von Alteisen und ausgedienten Fahrzeugen für das Jahr 2023 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

STEUERJAHR 2023
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF DEPOTS
VON ALTEISEN UND VON AUSGEDIENTEN FAHRZEUGEN

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen erhoben, die sich unter freiem Himmel auf dem Gebiet der Provinz befinden und von öffentlichen Straßen und Wegen aus sichtbar sind.

Als Depot wird ein Ort bezeichnet, an dem Alteisen und ausgediente Fahrzeuge abgestellt sind.

Als Altfahrzeug werden Automobile oder sonstige Fahrzeuge bezeichnet, die aufgrund von fehlenden oder beschädigten Teilen gleichwelcher Art nicht mehr fahrtüchtig sind, auch dann, wenn sie zu einem späteren Zeitpunkt instandgesetzt werden können.

Artikel 2 - Die Steuer ist durch den Eigentümer der Waren und der gelagerten Fahrzeuge zu entrichten, unabhängig von der Anzahl und auch dann, wenn das Depot nicht genehmigt wurde, in Anwendung der geltenden Verordnung über gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe.

Der Eigentümer des Grundstücks, auf dem ein solches Depot eingerichtet wird, ist gesamtschuldnerisch steuerpflichtig.

Artikel 3 - Die Steuer auf Depots von Alteisen und von ausgedienten Fahrzeugen wird wie folgt festgelegt, in Bezug auf die Gesamtfläche des Grundstücks, auf dem sich das Depot befindet:

- bis zu 5 Ar 445 Euro,
- mehr als 5 Ar bis zu 10 Ar 890 Euro,
- mehr als 10 Ar bis zu 20 Ar.... 1.190 Euro,
- mehr als 20 Ar bis zu 50 Ar.... 1.490 Euro,
- mehr als 50 Ar bis zu 100 Ar 1.980 Euro,
- mehr als 100 Ar 2.480 Euro.

Wenn ein Betreiber im Laufe des Jahres ein neues Depot einrichtet, muss er dies der Provinzverwaltung – Provinzialsteuern – 4000 LÜTTICH umgehend und ohne Aufforderung melden.

Diese spontane Erklärung muss innerhalb von fünfzehn Kalendertagen nach der Einrichtung des neuen Depots erfolgen.

Artikel 4 - Befreiung von der Steuer

Die Steuer muss nicht entrichtet werden, wenn das Depot von keinem einzigen Punkt der in Artikel 1 beschriebenen Straßen sichtbar ist:

- entweder durch seine Lage;
- oder weil es durch Mauern, Hecken oder andere Hilfsmittel zur Tarnung mit ausreichender Höhe vollständig unsichtbar ist.

Depots im unmittelbaren Umfeld von Hafen- oder Eisenbahnanlagen sind von dieser Steuer befreit.

Artikel 5 - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

Artikel 6

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Finanzdirektor beschlossen werden.

Der Finanzdirektor muss daher die Zahlung der Zinsen verlangen, es sei denn, das Kollegium trifft eine fallbezogen begründete Entscheidung.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 7 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der

in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;

- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.

In diesem Fall bezieht sie sich auf die spontane Erklärung des Steuerpflichtigen und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;

- Datenkommunikation: Die Daten werden nur an Dritte weitergegeben, die aufgrund des Gesetzes dazu berechtigt sind.

Artikel 8 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer, sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 74 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Taxe provinciale sur les véhicules isolés hors d'usage pour 2023.****Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.*****RÉSOLUTION****TAXE SUR LES VÉHICULES ISOLÉS HORS D'USAGE 2023**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), notamment et plus spécialement en ses articles L22-12-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (*CRAF en abrégé*), abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8bis ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020 et modifié par le décret budgétaire du 22 décembre 2021, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 rendant applicable le nouveau Code de Recouvrement amiable et forcé, aux taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée par courrier daté du 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis de légalité conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 19 *ditto*, tel que joint en annexe ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour l'exercice 2023 ;

Attendu que relativement à la taxe sur les véhicules isolés hors d'usage, le taux de la taxe appliqué par la Province de Liège est nettement inférieur au taux recommandé ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité inférieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2023 sur les véhicules isolés hors d'usage, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS (16) - MR (15) - ECOLO (12) : 43
- Vote(nt) contre : LES ENGAGÉS - CSP (6) : 6
- S'abstien(nen)t : PTB (6) : 6
- Unanimité.

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

10 NOV. 2022

EXERCICE 2023**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES VÉHICULES ISOLÉS HORS D'USAGE**

Article 1^{er} – Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les véhicules isolés hors d'usage, installés, sur terrain privé, en plein air, sur le territoire provincial et visibles des routes et chemins accessibles au public.

Par véhicule abandonné, on entend tout véhicule automobile ou autre qui – étant soit notoirement hors d'état de circuler, soit privé d'immatriculation, soit affecté à un autre usage que le transport de choses ou de personnes – est installé en plein air et visible des sentiers, chemins et routes accessibles au public ou voies de chemin de fer. Qu'il soit recouvert ou non d'une bâche, ou de tout autre moyen similaire de couverture.

Article 2 – La taxe est due par le propriétaire du véhicule isolé hors d'usage.

Le propriétaire du terrain sur lequel un véhicule hors d'usage est installé, est solidairement redevable de la taxe.

Article 3 – La taxe sur les véhicules isolés hors d'usage est fixée à 250 euros.

Article 4 – Exonération de la taxe

La taxe n'est pas due si le véhicule est complètement invisible de tout point des routes visées à l'article premier ci-dessus :

- soit par le fait de sa situation ;
- soit par le fait d'être entouré de murs, haies ou autres moyens de camouflage d'une hauteur suffisante à la rendre complètement invisible.

Article 5 – Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Article 6 –

§1^{er}. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^e jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Directeur financier.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 7 –

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de Liège ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de Liège s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative à la déclaration spontanée du redevable et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 8 – Pour autant qu'il n'y soit pas dérogé les dispositions qui précèdent, le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition.

BESCHLUSSENTWURF
STEUER AUF INDIVIDUELLE ALTFahrzeuge – Steuerjahr 2023

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der L22-12-22, Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2212-6562, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020 und abgeändert durch das Haushaltsdekret vom 22. Dezember 2021, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021, das den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 enthält, welcher das neue Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung auf die provinziellen und kommunalen Steuern anwendbar macht;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des nicht datierten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das mit einem Schreiben vom 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für das Jahr 2023 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass hinsichtlich der Steuer auf individuelle Altfahrzeuge der von der Provinz Lüttich angewandte Steuersatz deutlich unter dem empfohlenen Satz liegt;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Steuersatz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Abrundung auf die niedrigere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2023 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf individuelle Altfahrzeuge für das Jahr 2023 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

STEUERJAHR 2023
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF
INDIVIDUELLE ALTFahrZEUGE

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf individuelle Altfahrzeuge erhoben, die sich auf einem Privatgrundstück, unter freiem Himmel, auf dem Gebiet der Provinz befinden und von öffentlichen Straßen und Wegen aus sichtbar sind.

Als zurückgelassenes Fahrzeug gilt ein Kraftfahrzeug oder ein anderes Fahrzeug, das entweder offenkundig fahruntüchtig ist, kein Autokennzeichen aufweist oder zu einem anderen Zweck als der Beförderung von Gütern oder Personen verwendet wird und das sich unter freiem Himmel befindet und von öffentlichen Wegen und Straßen und oder Eisenbahnstrecken aus sichtbar ist. Dies gilt unabhängig davon, ob es mit einer Plane oder einer anderen ähnlichen Abdeckung versehen ist oder nicht.

Artikel 2 - Die Steuer ist durch den Eigentümer des individuellen Altfahrzeugs zu entrichten.

Der Eigentümer des Grundstücks, auf dem ein Altfahrzeug abgestellt wird, ist gesamtschuldnerisch steuerpflichtig.

Artikel 3 - Die Steuer auf individuelle Altfahrzeuge wird auf 250 Euro festgelegt.

Artikel 4 - Befreiung von der Steuer

Die Steuer muss nicht entrichtet werden, wenn das Altfahrzeug von keinem einzigen Punkt der in Artikel 1 beschriebenen Straßen einzusehen ist:

- entweder durch seine Lage;
- oder weil es durch Mauern, Hecken oder andere Hilfsmittel zur Tarnung mit ausreichender Höhe vollständig unsichtbar ist.

Artikel 5 - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

Artikel 6

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Finanzdirektor beschlossen werden.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 7 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.
In diesem Fall bezieht sie sich auf die spontane Erklärung des Steuerpflichtigen und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 8 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer, sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 75 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Taxe provinciale sur les établissements bancaires pour 2023.****Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022*****RÉSOLUTION****TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES POUR 2023**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), notamment et plus spécialement en ses articles L22-12-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (*CRAF en abrégé*), abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8*bis* ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020 et modifié par le décret budgétaire du 22 décembre 2021, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 rendant applicable le nouveau Code de Recouvrement amiable et forcé, aux taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée par courrier daté du 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis de légalité conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 19 *dito* tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2022 sur les établissements bancaires, adopté par sa résolution du 28 octobre 2021, a été approuvé, sans remarque, par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 3 décembre 2021;

Attendu que les taux prévus par le règlement-taxe sur les établissements bancaires s'avèrent nettement inférieurs aux taux conseillés par la circulaire de la Région wallonne, hormis l'hypothèse très marginale où l'agence ne disposerait que d'un seul poste de réception dans lequel seraient employées au moins deux personnes ;

Que cette hypothèse ne peut remettre en question le principe général du gel fiscal, tel que poursuivi par l'Autorité régionale et la province ;

Attendu par ailleurs que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité supérieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2023 sur les établissements bancaires, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS(16) - MR(15) : 31
- Vote(nt) contre : LES ENGAGÉS - CSP (6) - Ecolo (12) : 18
- S'abstien(nen)t : PTB (6) : 6
- Unanimité.

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

10 NOV. 2022

EXERCICE 2023**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES**

Article 1^{er} – Il est établi, au profit de la province de Liège, une taxe annuelle à charge de toute personne physique ou morale à l'intervention de laquelle est installé sur son territoire un établissement bancaire ouvert au public.

Article 2 – Le taux de la taxe est fixé annuellement à 372 EUR par établissement, augmentés d'une somme de 56 EUR par poste de réception, à partir du cinquième.

On entend par poste de réception, tout endroit (local, bureau, guichet, ...) où un préposé de l'agence peut accomplir n'importe quelle opération bancaire au profit d'un client.

Article 3 – Par « *établissement bancaire* », il faut entendre tout établissement, sans distinguer s'il s'agit d'un siège principal ou d'une succursale, d'une agence, d'un office..., qui se livre à titre principal ou accessoire à des activités de dépôts bancaires et/ou de crédit sous des formes quelconques, pour autant que deux personnes au moins y soient occupées.

Article 4 – La taxe est due pour l'année entière, quelles que soient l'époque et la durée de l'installation.

Article 5 – La taxe est payable spontanément et en une seule fois, au plus tard le 1^{er} mars de chaque année, et en tout cas, dans le mois qui suit l'installation d'un nouvel établissement, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet.

Le talon du bulletin de versement ou virement doit indiquer la nature de la taxe et l'endroit de situation des éléments imposables. Ces renseignements peuvent éventuellement être fournis par lettre adressée au Directeur financier provincial.

Article 6 – Par dérogation aux dispositions de l'alinéa 2, de l'article 15, du règlement général, les Administrations communales adresseront chaque année au Collège provincial, pour le 15 février au plus tard, un relevé des éléments imposables situés, au 1^{er} janvier de la même année, sur le territoire de leur commune et signaleront, en outre dans les 15 jours, toute nouvelle installation.

Au vu de ces renseignements, la Province établira la liste des redevables en retard de paiement, en vue de la formation d'un rôle.

Dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

Article 7 –

§1^{er}. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée, dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^e jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Directeur financier.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 8 –

§1. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de Liège ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de Liège s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative au recensement établi par l'administration communale et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi.

Article 9 – Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

BESCHLUSSENTWURF**VERORDNUNG ÜBER DIE STEUER AUF BANKINSTITUTE
FÜR DAS JAHR 2023**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der L22-12-22, Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2212-6562, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020 und abgeändert durch das Haushaltsdekret vom 22. Dezember 2021, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021, das den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 enthält, welcher das neue Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung auf die provinziellen und kommunalen Steuern anwendbar macht;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des nicht datierten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das mit einem Schreiben vom 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass die Verordnung der Steuer 2022 auf Bankinstitute, die per Beschluss vom 28. Oktober 2021 verabschiedet wurde, am 3. Dezember 2021 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region ohne Anmerkung genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass die in der Verordnung über die Steuer auf Bankinstitute vorgesehenen Sätze viel niedriger sind als die im Rundschreiben der Wallonischen Region empfohlenen Sätze, abgesehen von der sehr unwahrscheinlichen Hypothese, in der die Bankfiliale nur eine Empfangsstelle hätte, in der mindestens zwei Personen beschäftigt wären;

Dass diese Hypothese den allgemeinen Grundsatz des Steuerstopps, wie er von der Regionalbehörde und der Provinz verfolgt wird, nicht in Frage stellen kann;

In der Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Satz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Aufrundung auf die höhere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2023 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Bankinstitute für das Jahr 2023 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

STEUERJAHR 2023
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF
BANKINSTITUTE

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer zu Lasten jeder natürlichen oder juristischen Person erhoben, durch deren Vermittlung auf dem Gebiet der Provinz ein der Öffentlichkeit zugängliches Bankinstitut eingerichtet wird.

Artikel 2 - Der Steuersatz wird jährlich auf 372 € pro Einrichtung festgelegt, zuzüglich einer Summe von 56 € für jede getrennte Annahmestelle ab der Fünften. Unter Annahmestelle versteht man jede Stelle (Raum, Büro, Schalter usw.), an der ein Angestellter der Bank ein Bankgeschäft zugunsten eines Kunden verrichten kann.

Artikel 3 - Unter „Bankinstitut“ versteht man jede Einrichtung, die – ungeachtet der Tatsache, ob es sich um einen Hauptsitz, eine Zweigniederlassung, eine Zweigstelle, ein Büro usw. handelt – als Haupt- oder Nebentätigkeit Depositen annimmt und/oder Darlehen gewährt – in gleich welcher Form auch immer –, sofern mindestens zwei Personen dort beschäftigt sind.

Artikel 4 - Die Steuer ist für das ganze Jahr zu entrichten, ungeachtet des Zeitpunkts und der Dauer der Einrichtung.

Artikel 5 - Die Steuer ist unaufgefordert in einem einzigen Mal spätestens am 1. März eines jeden Jahres und auf jeden Fall innerhalb des Monats nach demjenigen der Einrichtung einer neuen Bank auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmekonto zu zahlen oder zu überweisen.

Auf dem Abschnitt des Zahlungs- bzw. Überweisungsscheins müssen die Art der Steuer und der Standort der steuerpflichtigen Elemente angegeben sein. Diese Angaben können eventuell durch ein Schreiben an den Finanzdirektor der Provinz mitgeteilt werden.

Artikel 6 - In Abweichung von Artikel 15 Absatz 2 der allgemeinen Verordnung übermitteln die Gemeindeverwaltungen dem Provinzkollegium jedes Jahr spätestens zum 15. Februar eine Liste der am 1. Januar desselben Jahres auf dem Gebiet ihrer Gemeinde befindlichen steuerpflichtigen Elemente und teilen zudem innerhalb 15 Tagen jede neue Einrichtung mit.

Auf der Grundlage dieser Auskünfte erstellt die Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Erstellung einer Heberolle.

In diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

Artikel 7 -

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Finanzdirektor beschlossen werden.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 8 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.

In diesem Fall bezieht sie sich auf die von der Gemeindeverwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;

- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte weitergegeben, die aufgrund des Gesetzes dazu berechtigt sind.

Artikel 9 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 76 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES*Taxe provinciale sur les permis et licences de chasse pour 2023.****Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.*****RÉSOLUTION****TAXE SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE 2023**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), notamment et plus spécialement en ses articles L22-12-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (*CRAF en abrégé*), abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8bis ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020 et modifié par le décret budgétaire du 22 décembre 2021, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 rendant applicable le nouveau Code de Recouvrement amiable et forcé, aux taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée par courrier daté du 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis de légalité conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 19 *ditto*, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2022 sur les permis et licences de chasse, adopté par sa résolution du 28 octobre 2021, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 3 décembre 2021 ;

Attendu que le règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2023 ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2023 sur les permis et licences de chasse, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS (16) - MR (15) - ECOLO (12) : 43
- Vote(nt) contre : LES ENGAGÉS - CSP (6) : 6
- S'abstien(nen)t : PTB (6) : 6
- Unanimité.

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

10 NOV. 2022

EXERCICE 2023**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES PERMIS ET LICENCES DE CHASSE**

Article 1^{er} – Il est perçu au profit de la Province de Liège, une imposition sur chaque permis et licence de chasse délivrés sur son territoire.

Article 2 – Le montant de cette imposition est égal au 1/10^e du montant de la taxe perçue par la Région wallonne.

Article 3 – La taxe est due par le titulaire du permis ou de la licence de chasse.

Toutefois, dans le cas d'une licence de chasse, elle est due solidairement par le titulaire du permis qui a sollicité la licence pour son invité.

Article 4 – Par dérogation aux dispositions du règlement général, la taxe est payable spontanément et en une fois, au plus tard dans les quinze jours de la délivrance du permis ou de la licence, par versement ou virement au compte de recettes prévu à cet effet.

Dès réception du paiement, une quittance est délivrée au contribuable.

Il n'est accordé aucune remise ou modération de la taxe.

Article 5 – Au vu des renseignements communiqués par le fonctionnaire compétent pour la délivrance des permis et licences de chasse, le Directeur financier provincial établira la liste des redevables en retard de paiement en vue de la formation d'un rôle; dans ce cas, la taxe sera immédiatement exigible.

Article 6 –

§1^{er}. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge. Celui-ci est fixé au coût des frais postaux de l'année de référence.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^e jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Directeur financier.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 7 –

§1^{er}. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de Liège ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de Liège s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative à la déclaration spontanée du redevable aux renseignements communiqués par le fonctionnaire compétent pour la délivrance des permis et licences de chasse, et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 8 – Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition, pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

BESCHLUSSENTWURF**PROVINZIALSTEUER AUF JAGDSCHEINE UND -LIZENZEN FÜR DAS
JAHR 2023**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der L22-12-22, Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2212-6562, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020 und abgeändert durch das Haushaltsdekret vom 22. Dezember 2021, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021, das den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 enthält, welcher das neue Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung auf die provinziellen und kommunalen Steuern anwendbar macht;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des nicht datierten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das mit einem Schreiben vom 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass die Verordnung 2022 über die Steuer auf Jagdscheine und -lizenzen, per Beschluss vom 28. Oktober 2021 verabschiedet, am 3. Dezember 2021 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2023 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2023 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf Jagdscheine und -lizenzen für das Jahr 2023 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

STEUERJAHR 2023
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF JAGDSCHEINE UND -
LIZENZEN

Artikel 1 – Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine Steuer auf die auf ihrem Gebiet ausgestellten Jagdscheine und -lizenzen erhoben.

Artikel 2 - Die Höhe dieser Steuer beträgt 1/10 der von der Wallonischen Region erhobenen Steuer.

Artikel 3 - Die Steuer ist vom Inhaber des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz zu entrichten. Bei einer Jagdlizenz wird sie jedoch solidarisch vom Inhaber des Scheins geschuldet, der die Jagdlizenz für seinen Gast beantragt hat.

Artikel 4 - In Abweichung von den Bestimmungen der allgemeinen Verordnung ist die Steuer spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen ab Ausstellung des Jagdscheins bzw. der Jagdlizenz unaufgefordert in einem Mal auf das zu diesem Zweck vorgesehene Einnahmenkonto zu zahlen bzw. zu überweisen.

Bei Eingang der Zahlung wird dem Steuerpflichtigen eine Quittung ausgestellt. Es werden weder Steuererlasse noch Steuerermäßigungen gewährt.

Artikel 5 - Auf der Grundlage der Auskünfte, die der für die Ausstellung der Jagdscheine und -lizenzen zuständige Beamte übermittelt hat, erstellt der Finanzdirektor der Provinz die Liste der in Zahlungsverzug geratenen Steuerpflichtigen im Hinblick auf die Bildung einer Heberolle; in diesem Fall ist die Steuer sofort eintreibbar.

Artikel 6

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten. Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen. Dieser wird in Höhe der Postgebühren des Bezugsjahres festgesetzt. Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Finanzdirektor beschlossen werden.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 7 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- Die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- Die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- Die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;
- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.

In diesem Fall bezieht sie sich auf die spontane Erklärung des Steuerpflichtigen zu den Informationen, die der für die Ausstellung von Jagdscheinen und -lizenzen zuständige Beamte übermittelt, sowie auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;

- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 8 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 77 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

Taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement pour 2023.

Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.

RÉSOLUTION

**TAXE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES
AINSI QUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AU DÉCRET RELATIF AU PERMIS
D'ENVIRONNEMENT POUR 2023**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code judiciaire ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), notamment et plus spécialement en ses articles L22-12-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (*CRAF en abrégé*), abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8bis ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020 et modifié par le décret budgétaire du 22 décembre 2021, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 rendant applicable le nouveau Code de Recouvrement amiable et forcé, aux taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée par courrier daté du 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis de légalité conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial, en date du 19 *ditto*, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2022 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, adopté par sa résolution du 28 octobre 2021, a été approuvé, sans remarque aucune, par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 3 décembre 2021 ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour l'exercice 2023 ;

Attendu que relativement à la taxe sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, le taux provincial est inférieur pour un établissement de classe 1, et supérieur pour un établissement de classe 2 ;

Que la moyenne des deux est manifestement égale au taux préconisés par la circulaire de la Région wallonne ;

Considérant que la Province de Liège prévoit dans son règlement de nombreuses exonérations, ainsi qu'un règlement spécifique relatif à des exonérations pour des activités industrielles nouvelles ;

Attendu que le taux fixé par ce règlement fiscal remonte à 1994 et que la seule adaptation depuis cette date résulte du passage à l'euro avec arrondis à l'unité supérieure ;

Attendu qu'il y a lieu de pourvoir aux voies et moyens du budget de la Province pour l'année 2023 ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement portant la taxe provinciale 2023 sur les établissements dangereux, insalubres et incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS(16) - MR(15) - Ecolo(12) : 43
- Vote(nt) contre : LES ENGAGÉS-CSP (6) : 6
- S'abstien(nen)t : PTB (6) : 6
- Unanimité.

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Le Président,

Pierre BROOZE

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du
110 NOV. 2022

EXERCICE 2023**RÈGLEMENT RELATIF À LA TAXE PROVINCIALE SUR LES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES AINSI QUE SUR LES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AU DÉCRET RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT**

Article 1^{er} – Il est établi, au profit de la Province de Liège, une taxe annuelle sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.

Sont visés :

1. Les établissements dangereux, insalubres ou incommodes de classe 1 exploités sur base du Règlement général pour la protection du travail dont la nomenclature fait l'objet du titre premier, chapitre II, dudit Règlement général et les établissements dont question à l'arrêté royal du 28 février 1963 qui sont rangés dans les classes I et II par le Règlement général de la protection de la population et des travailleurs contre le danger des radiations ionisantes ;

2. Les établissements de classes 1 et 2 soumises au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées, exploitées.

Lorsqu'un ou plusieurs établissements sont mis en œuvre, la taxe est due autant de fois qu'il y a d'établissements.

Sont visés les éléments imposables existant au 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition.

Article 2 – La taxe est due par l'exploitant du ou des établissements visés à l'article 1^{er}.

Article 3 – La taxe est fixée à 50 EUR par élément imposable.

Article 4 – Sont exonérés de l'impôt :

- Les établissements qui sont restés inactifs pendant toute l'année qui précède celle qui donne son nom à l'exercice. L'impôt est réduit de moitié pour les éléments restés inactifs pendant au moins six mois consécutifs de ladite année ;
- Les établissements exploités par l'Etat, la Province et les communes et affectés à un service gratuit d'utilité publique ;
- Les établissements exploités par des associations sans but lucratif ;
- Les établissements exploités par les entreprises agricoles ;
- Les unités et installations d'épuration individuelle capables de traiter un volume d'eaux usées domestiques correspondant à une charge polluante respectivement inférieure ou égale à 20 équivalents-habitants et comprise entre 20 et 100 équivalents-habitants ;
- Les établissements procédant à des opérations de forage ou de sondage pour un usage géothermique (Pompes à chaleur).

Article 5 – La taxe est perçue par voie de rôle.

L'Administration provinciale est autorisée à recueillir tous les éléments nécessaires à la taxation.

Article 6 – Le montant de la taxe doit être payé au compte de la Province prévu à cet effet.

Article 7 –

§1^{er}. A défaut du paiement de l'intégralité de la taxe dans le délai imparti, le redevable recevra successivement deux courriers de rappel simple, sans frais.

Il recevra ensuite une sommation de paiement, par voie recommandée dont le coût sera à sa charge.

Ces frais seront recouverts par un dispositif d'extrait de rôle.

Cette sommation constitue le rappel visé aux dispositions *ad hoc* du Code de Recouvrement Amiable et Forcé (CRAF), entré en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

§2. La sommation de paiement, adressée au redevable, ne peut être envoyée qu'à l'expiration d'un délai de 10 jours calendrier à compter du 1^{er} jour suivant l'échéance de paiement mentionnée sur l'avertissement-extrait de rôle.

Cette sommation de payer n'a d'effet qu'à partir du 3^e jour ouvrable qui suit la date de son envoi au redevable.

La sommation de payer vaut mise en demeure. Elle fait donc courir les intérêts de retard calculés au taux légal, par application de l'article 14, du CRAF.

§3. A défaut de paiement dans les délais, les sommes dues au titre de taxe sont productives d'un intérêt de retard au profit de la province. Le taux des intérêts de retard sera calculé par application de l'article 414, du CIR92.

L'exonération des intérêts de retard ne peut être accordée que dans des cas spéciaux et doit être décidée par le Directeur financier.

§4. La première mesure d'exécution ne peut être mise en œuvre qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter du troisième jour ouvrable qui suit la date d'envoi du rappel au redevable.

Constitue une voie d'exécution au sens de l'alinéa 1^{er}, les voies d'exécution visées à la cinquième partie, Titre III du Code judiciaire.

Article 8 –

§1^{er}. Les registres de perception et recouvrement, ainsi que les rôles, ne sont pas conservés plus longtemps que nécessaire, au regard de la finalité pour laquelle ils sont établis, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année qui suit celle au cours de laquelle sont intervenus :

- La prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence du responsable du traitement ;
- Le paiement intégral de tous les montants y liés ;
- La cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y relatifs.

§2. Concernant les données à caractère personnel dans le respect du RGPD, le redevable concerné est informé de l'utilisation de ses données de la manière suivante :

- Responsable de traitement : la Province de Liège ;
- Finalités des traitements : établissement et recouvrement des taxes, accompagnées de leur dénomination respective ;
- Catégories de données : les données d'identification et les données financières ;
- Durée de conservation : la Province de Liège s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite, ou à les transférer aux archives de l'Etat, en tenant compte des délais spécifiques de prescription susvisés à l'alinéa 1^{er} de cette disposition et applicables *rationae materiae* ;
- Méthode de collecte des données : cette méthode sera fonction de la manière dont l'impôt sera établi par l'application du règlement taxe applicable à chaque cas d'espèce. En l'occurrence, elle est relative au recensement établi par l'administration provinciale et à toute vérification que se réserve l'autorité taxatrice ;
- Communications des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327, du CIR92, ou à des sous-traitants mandatés à cette fin par le responsable de traitement.

Article 9 – Le règlement général relatif à la perception des taxes provinciales est applicable à la présente imposition pour autant qu'il n'y soit pas dérogé par les dispositions particulières qui précèdent.

BESCHLUSSENTWURF**PROVINZIALSTEUERN AUF GEFÄHRLICHE,
GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE UND LÄSTIGE BETRIEBE
SOWIE AUF EINRICHTUNGEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE
UMWELTGENEHMIGUNG UNTERLIEGEN, FÜR DAS JAHR 2023**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Gerichtsgesetzbuches;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der L22-12-22, Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2212-6562, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020 und abgeändert durch das Haushaltsdekret vom 22. Dezember 2021, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021, das den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 enthält, welcher das neue Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung auf die provinziellen und kommunalen Steuern anwendbar macht;

Aufgrund der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des nicht datierten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das mit einem Schreiben vom 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass die Verordnung 2022 über die Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, die per Beschluss vom 28. Oktober 2021 verabschiedet wurde, am 3. Dezember 2021 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der wallonischen Region ohne jegliche Anmerkung genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für das Jahr 2023 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass im Vergleich zur Steuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, der Steuersatz der Provinz für eine Einrichtung der Klasse 1 niedriger und für eine Einrichtung der Klasse 2 höher ist; In der Erwägung, dass der Durchschnitt von beiden eindeutig dem im Rundschreiben der Wallonischen Region empfohlenen Steuersatz entspricht;

In der Erwägung, dass die Provinz Lüttich in ihren Vorschriften zahlreiche Steuerentlastungen vorsieht, sowie eine spezifische Regelung in Bezug auf Steuerentlastungen für neue industrielle Tätigkeiten;

In Erwägung, dass der durch diese Steuerverordnung festgelegte Satz aus dem Jahr 1994 stammt, und die einzige Anpassung seitdem der Umstellung auf den Euro mit Aufrundung auf die höhere Einheit entspricht;

In der Erwägung, dass Wege und Mittel für den Provinzhaushalt für das Jahr 2023 bereitgestellt werden müssen;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung über die Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, für das Jahr 2023 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

STEUERJAHR 2023
VERORDNUNG ÜBER DIE PROVINZIALSTEUER AUF GEFÄHRLICHE,
GESUNDHEITSGEFÄHRDENDE UND LÄSTIGE BETRIEBE SOWIE AUF
EINRICHTUNGEN, DIE DEM DEKRET ÜBER DIE
UMWELTGENEHMIGUNG UNTERLIEGEN

Artikel 1 - Zugunsten der Provinz Lüttich wird eine jährliche Steuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Einrichtungen, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen, erhoben.

Dies betrifft:

1. die aufgrund der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung betriebenen gefährlichen, gesundheitsgefährdenden oder lästigen Betriebe der ersten Klasse, die unter Titel 1 Kapitel II der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung aufgelistet sind, und die Einrichtungen, die im Königlichen Erlass vom 28. Februar 1963 erwähnt sind und durch die allgemeine Ordnung zum Schutz der Bevölkerung und der Arbeitnehmer gegen die Gefahren ionisierender Strahlungen in die Klassen I und II eingestuft worden sind;
2. die Betriebe der Klassen 1 und 2, die dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten unterliegen und betrieben werden.

Falls ein oder mehrere Betriebe eingerichtet werden, ist die Steuer so oft zu entrichten, wie es Betriebe gibt.

Dies betrifft steuerpflichtige Elemente, die am 1. Januar des Steuerjahrs bestehen.

Artikel 2 - Die Steuer wird vom Betreiber der in Artikel 1 erwähnten Betriebe geschuldet.

Artikel 3 - Die Steuer wird auf 50 € pro steuerpflichtiges Element festgelegt.

Artikel 4 - Von der Steuer befreit werden:

- Betriebe, die während des gesamten dem Veranlagungsjahr vorausgehenden Jahres stillstanden. Die Steuer wird um die Hälfte gekürzt für Elemente, die in besagtem Jahr mindestens sechs aufeinanderfolgende Monate lang stillstanden;
- Betriebe, die durch den Staat, die Provinz und die Gemeinden betrieben werden, im Sinne einer kostenlosen gemeinnützigen Dienstleistung;
- Betriebe, die von Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht betrieben werden;
- Betriebe, die von landwirtschaftlichen Unternehmen betrieben werden;
- individuelle Kläranlagen oder -einheiten zur Abwasserbehandlung, die Mengen häuslicher Abwässer behandeln, die einer Belastung von bis zu 20 Einwohneräquivalenten und von 20 bis 100 Einwohneräquivalenten entsprechen;
- Einrichtungen, die geothermische Bohrungen und Sondierungen (Wärmepumpen) durchführen.

Artikel 5 Die Steuer wird mittels Heberollen eingetrieben.

Die Provinzialverwaltung ist ermächtigt, alle Auskünfte einzuholen, die für die Besteuerung erforderlich sind.

Artikel 6 - Der Steuerbetrag muss auf das Konto, das die Provinz zu diesem Zweck eingerichtet hat, eingezahlt werden.

Artikel 7 -

§1. Wird die Steuer innerhalb der vorgeschriebenen Frist nicht vollständig bezahlt, erhält der Steuerpflichtige zwei einfache Erinnerungsschreiben hintereinander, ohne zusätzliche Kosten.

Er erhält anschließend per Einschreiben eine Zahlungsmahnung, deren Kosten zu seinen Lasten gehen.

Diese Kosten werden über ein Steuerbescheidsystem eingezogen.

Diese Mahnung stellt die Erinnerung dar, auf die in den Ad-hoc-Bestimmungen des Gesetzbuchs über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) verwiesen wird, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist.

§2. Die an den Steuerpflichtigen gerichtete Zahlungsmahnung darf erst nach Ablauf einer Frist von 10 Kalendertagen ab dem 1. Tag nach dem auf dem Steuerbescheid genannten Fälligkeitsdatum versandt werden.

Diese Zahlungsmahnung wird erst am dritten Werktag nach ihrem Versandtag an den Steuerpflichtigen wirksam.

Die Zahlungsmahnung gilt als Inverzugsetzung. Daher fallen gemäß Artikel 14 des CRAF Verzugszinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes an.

§ 3. Bei nicht rechtzeitiger Zahlung werden auf die als Steuer geschuldeten Beträge Verzugszinsen zugunsten der Provinz erhoben. Die Höhe der Verzugszinsen wird unter Anwendung von Artikel 414 des CIR92 berechnet.

Eine Befreiung der Verzugszinsen kann nur in besonderen Fällen gewährt werden und muss vom Finanzdirektor beschlossen werden.

§ 4. Die erste Vollstreckungsmaßnahme darf erst nach Ablauf einer Frist von einem Monat ab dem dritten Werktag nach Versand der Erinnerung an den Steuerpflichtigen durchgeführt werden.

Die im Fünften Teil, Titel III des Gerichtsgesetzbuches genannten

Vollstreckungsmittel stellen ein Vollstreckungsmittel im Sinne des Absatzes 1 dar.

Artikel 8 -

§1. Die Einnahme- und Beitreibungsregister sowie die Heberollen werden nicht länger aufbewahrt, als es für den Zweck, für den sie erstellt wurden, erforderlich ist. Die maximale Aufbewahrungsfrist ist der 31. Dezember des Jahres, das dem Jahr folgt, in dem Folgendes geschehen ist:

- die Verjährung aller Handlungen, die in die Zuständigkeit des für die Verarbeitung Verantwortlichen fallen;
- die vollständige Zahlung aller damit verbundenen Beträge;
- die endgültige Einstellung der damit verbundenen administrativen und gerichtlichen Verfahren und Beschwerden.

§2. Die persönlichen Daten betreffend wird der Steuerpflichtige unter Einhaltung der DSGVO über die Nutzung seiner Daten wie folgt informiert:

- Verantwortlicher der Verarbeitung: die Provinz LÜTTICH;

- Zweck der Verarbeitungsvorgänge: Festlegung und Eintreibung der Steuern unter Angabe ihrer jeweiligen Bezeichnung;
- Datenkategorien: identitätsbezogene Daten und finanzbezogene Daten;
- Aufbewahrungsdauer: Die Provinz LÜTTICH verpflichtet sich, die Daten für einen Zeitraum von höchstens 30 Jahren aufzubewahren und danach zu löschen oder an das Staatsarchiv zu übermitteln, unter Berücksichtigung der in Absatz 1 dieser Bestimmung genannten spezifischen Verjährungsfristen, die unter Berücksichtigung der sachlichen Zuständigkeit anwendbar sind;
- Methode der Datenerfassung: Diese Methode hängt von der Weise ab, wie die Steuer unter Anwendung der für jeden Einzelfall geltenden Steuerverordnungen festgelegt wird.
In diesem Fall bezieht sie sich auf die von der Provinzverwaltung durchgeführte Bestandsaufnahme und auf jede Überprüfung, die sich die Steuerbehörde vorbehält;
- Datenübermittlung: Die Daten werden nur an Dritte, die vom Gesetz oder aufgrund des Gesetzes zugelassen werden, insbesondere gemäß Artikel 327 des CIR92, oder an die vom Verantwortlichen der Datenverarbeitung zu diesem Zweck bevollmächtigten Subunternehmer übermittelt.

Artikel 9 - Die allgemeine Verordnung über die Erhebung der Provinzialsteuern findet Anwendung auf die vorliegende Steuer sofern die vorstehenden Bestimmungen keine Abweichung erfordern.

N° 78 SERVICES PROVINCIAUX – TAXES

*Taxe provinciale sur les exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles pour 2023.
Résolution du Conseil provincial du 10 novembre 2022 approuvée par arrêté du
Gouvernement wallon du 15 décembre 2022.*

RÉSOLUTION**TAXE SUR LES EXONÉRATIONS EN FAVEUR D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES
NOUVELLES 2023**

LE CONSEIL PROVINCIAL DE LIÈGE,

Vu la Constitution, notamment en ses articles 10, 41, 152, 170 et 172 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (*CDLD en abrégé*), notamment et plus spécialement en ses articles L22-12-22, L2212-32, L2212-51, §5, L2212-65, 62, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L 2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2, 3°, L3321-1 à L3321-12, ainsi que les dispositions non abrogées de la Loi provinciale ;

Vu le Décret du 22 novembre 2007, modifiant certaines dispositions de ce Code ;

Vu le Décret du 3 juillet 2008, modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 organisant les provinces wallonnes et du CDLD ;

Vu la loi du 13 avril 2019, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020, instaurant le Code de Recouvrement Amiable et Forcé (*CRAF en abrégé*), abrogeant l'article 298 du CIR92, modifiant l'article L3321-12, du CDLD, rendant applicable le nouveau CRAF aux taxes provinciales en termes de recouvrement des impositions fiscales, et ajoutant, au CDLD, un article L3321-8bis ;

Vu le décret budgétaire du 17 décembre 2020 et modifié par le décret budgétaire du 22 décembre 2021, afin de transposer au niveau régional les articles 13 et 14 du Code de Recouvrement amiable et forcé, relatifs au recouvrement de créances ;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 rendant applicable le nouveau Code de Recouvrement amiable et forcé, aux taxes provinciales et communales ;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes provinciales ;

Vu le règlement général relatif à la protection des données à caractère personnel ;

Vu la circulaire budgétaire du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne, non datée, communiquée par courrier daté du 19 juillet 2022, et relative à l'élaboration des budgets provinciaux pour l'année 2023, spécialement en sa partie relative à la fiscalité provinciale et à la nomenclature des taxes ;

Vu la communication du dossier à Monsieur le Directeur financier provincial, effectuée en date du 19 septembre 2022, en vue d'obtenir son avis de légalité conformément à l'article L2212-55, §2, 8°, du CDLD ;

Vu l'avis favorable rendu par Monsieur le Directeur financier provincial a.i., en date du 19 *ditto*, tel que joint en annexe ;

Attendu que le règlement-taxe 2022 relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles, adopté par sa résolution du 28 octobre 2021, a été approuvé par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives de la Région wallonne en date du 3 décembre 2021 ;

Attendu que ce règlement ne doit faire l'objet d'aucune modification pour 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu de favoriser l'implantation sur le territoire de la Province de Liège, d'activités industrielles nouvelles et leur développement pendant la période de croissance et d'expansion économique, notamment en leur consentant des exonérations fiscales ;

Sur proposition du Collège provincial,

ARRÊTE

Article 1^{er}. – Le règlement relatif aux exonérations en faveur d'activités industrielles nouvelles pour 2023, dont le texte est annexé à la présente, est approuvé.

Article 2. – La présente résolution sera transmise à l'Autorité de tutelle.

Article 3. – Cette résolution produira ses effets dès le lendemain du jour de sa publication au Bulletin provincial et sa mise en ligne sur le site Internet de la Province.

Résultats du vote

- Nombre de votants : 55
- Vote(nt) pour : PS (16) - MR (15) - Ecolo (12) : 43
- Vote(nt) contre : LES ENGAGÉS - CSP (6) - PTB (6) : 12
- S'abstien(nen)t : —
- Unanimité. —

En séance à Liège, le 10 novembre 2022.

Par le Conseil,

Le Directeur général provincial,

Pierre BROOZE

Le Président,

Jean-Claude JADOT.

ADOPTÉ
en séance publique du

10 NOV. 2022

EXERCICE 2023**RÈGLEMENT RELATIF AUX EXONÉRATIONS EN FAVEUR D'ACTIVITÉS INDUSTRIELLES NOUVELLES**

Article 1^{er} – Les personnes physiques ou morales qui mettent en œuvre, sur le territoire de la Province, des activités industrielles nouvelles visées par la loi du 24 mai 1959 portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes, la loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles, la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique telle que remplacée par le décret du Conseil régional wallon du 25 juin 1992, la loi du 4 août 1978 de réorientation économique et l'arrêté royal du 23 décembre 1982 relatif à la création de zones d'emploi, pourront bénéficier, à partir du début de cette activité d'une exonération de la taxe provinciale sur les établissements dangereux, insalubres ou incommodes, ainsi que sur les établissements soumis au décret relatif au permis d'environnement.

Article 2 – Le dégrèvement sera accordé pour une période de cinq ans et correspondra à l'accroissement de la base taxable engendré par l'activité industrielle nouvelle.

Article 3 – Les modalités de retrait des avantages prévus par les lois susvisées sont applicables, *mutatis mutandis*, aux présents dégrèvements.

Article 4 – Sans préjudice au droit de réclamation contre les cotisations portées aux rôles d'imposition dans les formes et délais légalement stipulés, la demande d'exonération devra être introduite dans un délai d'un an à dater de la mise en œuvre des activités industrielles nouvelles justifiant l'application des présentes dispositions.

Toutefois, les demandes introduites après ce délai seront prises en considération pour l'octroi de l'exonération pendant la période prévue à l'article 2, diminuée du nombre d'années écoulées entre la mise en œuvre des activités nouvelles et celle de l'introduction de la demande.

Article 5 – Le présent règlement est décrété pour un terme d'un an.

BESCHLUSSENTWURF**VERORDNUNG IN BEZUG AUF STEUERENTLASTUNGEN
ZUGUNSTEN NEUER INDUSTRIELLER TÄTIGKEITEN FÜR
DAS JAHR 2023**

DER LÜTTICHER PROVINZIALRAT,

Aufgrund der Verfassung und insbesondere der Artikel 10, 41, 152, 170 und 172;

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (kurz KLDD) und insbesondere der L22-12-22, Artikel L2212-32, L2212-51 § 5, L2212-6562, 8°, L2213-1, L2213-2, L2213-3, L2231-1 §1, L2231-8, L3131-1 §2 Punkt 3, L3321-1 bis L3321-12 sowie der nicht aufgehobenen Bestimmungen des Provinzgesetzes;

Aufgrund des Dekretes vom 22. November 2007 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen dieses Kodex;

Aufgrund des Dekretes vom 3. Juli 2008 zur Abänderung verschiedener Bestimmungen des Dekrets vom 12. Februar 2004 zur Organisation der wallonischen Provinzen und des KLDD;

Aufgrund des Gesetzes vom 13. April 2019, das am 1. Januar 2020 in Kraft getreten ist, das das Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung (kurz CRAF) einführt, das den Artikel 298 des CIR92 aufhebt und Artikel L3321-12 der KLDD abändert, das das neue CRAF auf Provinzialsteuern hinsichtlich der Steuereintreibung anwendbar macht, und das dem KLDD einen Artikel L3321-8bis hinzufügt;

Aufgrund des Haushaltsdekrets vom 17. Dezember 2020 und abgeändert durch das Haushaltsdekret vom 22. Dezember 2021, um die Artikel 13 und 14 des Gesetzbuches über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung, die sich auf die Beitreibung von Forderungen beziehen, auf regionaler Ebene umzusetzen;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Dezember 2021, das den Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 enthält, welcher das neue Gesetzbuch über die gütliche Beitreibung und die Zwangsbeitreibung auf die provinziellen und kommunalen Steuern anwendbar macht;

Aufgrund der Gesetzes- und Ordnungsbestimmungen über die Festlegung und Eintreibung der Provinzialsteuern;

Aufgrund der allgemeinen Verordnung über den Schutz personenbezogener Daten;

Aufgrund des nicht datierten Haushaltsrundschreibens des Ministers für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region, das mit einem Schreiben vom 19. Juli 2022 übermittelt wurde und die Erstellung der Haushaltspläne der Provinzen für das Jahr 2023 betrifft, insbesondere in seinem Teil, der sich auf die Besteuerung der Provinzen und die Steuernomenklatur bezieht;

Aufgrund der Übermittlung des Dossiers an den Herrn Finanzdirektor der Provinz am 19. September 2022, um seine Stellungnahme zur Rechtmäßigkeit gemäß Artikel L2212-55, §2, Punkt 8 des KLDD zu erhalten;

Aufgrund der im Anhang beigefügten günstigen Stellungnahme des Finanzdirektors a.i. vom 19. September 2022;

In der Erwägung, dass die Steuerverordnung 2022 über Steuerentlastungen zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten, die per Beschluss vom 28. Oktober 2021 verabschiedet wurde und am 3. Dezember 2021 per Erlass durch den Minister für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen der Wallonischen Region genehmigt wurde;

In der Erwägung, dass diese Verordnung für 2023 nicht abgeändert werden muss;

In der Erwägung, dass die Ansiedlung von neuen industriellen Betrieben auf dem Gebiet der Provinz Lüttich gefördert und ihre Entwicklung während der wirtschaftlichen Expansions- und Wachstumsperiode u. a. durch Steuerentlastungen unterstützt werden muss;

Auf Vorschlag des Provinzkollegiums,

BESCHLIESST:

Artikel 1 - Die im Anhang beigefügte Verordnung in Bezug auf Steuerentlastungen zugunsten neuer industrieller Tätigkeiten für das Jahr 2023 wird genehmigt.

Artikel 2 - Vorliegender Beschluss wird an die Aufsichtsbehörde weitergeleitet.

Artikel 3 - Vorliegender Beschluss tritt am Tag nach der Veröffentlichung im Bulletin der Provinz und auf der Website der Provinz in Kraft.

Ergebnis der Abstimmung:

- Anzahl der Abstimmenden:
- Stimmen DAFÜR:
- Stimmen DAGEGEN:
- ENTHALTUNGEN:
- EINSTIMMIG

Sitzung vom 10. November 2022 in LÜTTICH

Für den Provinzialrat:

Der Generaldirektor der Provinz,

Pierre BROOZE

Der Präsident,

Jean-Claude JADOT

STEUERJAHR 2023
VERORDNUNG IN BEZUG AUF STEUERENTLASTUNGEN
ZUGUNSTEN
NEUER INDUSTRIELLER TÄTIGKEITEN

Artikel 1 - Natürliche oder juristische Personen, die auf dem Gebiet der Provinz neue industrielle Tätigkeiten im Sinne des Gesetzes vom 24. Mai 1959 zur Erweiterung der Erleichterungen für den Zugang des Mittelstands zum Berufs- und Handwerkskredit, des Gesetzes vom 17. Juli 1959 zur Einführung und Koordinierung der Maßnahmen zur Förderung des Wirtschaftsaufschwungs und der Schaffung neuer Industrien, des Gesetzes vom 30. Dezember 1970 über den Wirtschaftsaufschwung, das durch den Erlass des wallonischen Regionalrats vom 25. Juni 1992 ersetzt wird, des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung und des Königlichen Erlasses vom 23. Dezember 1982 über die Schaffung von Beschäftigungsgebieten einführen, haben ab Beginn der Tätigkeiten Anspruch auf eine Befreiung von der Provinzialsteuer auf gefährliche, gesundheitsgefährdende und lästige Betriebe sowie auf Anlagen und Tätigkeiten, die dem Dekret über die Umweltgenehmigung unterliegen.

Artikel 2 - Der Steuernachlass wird für eine Dauer von fünf Jahren gewährt und entspricht dem durch die neue industrielle Tätigkeit erzeugten Zuwachs der steuerpflichtigen Grundlage.

Artikel 3 - Die Modalitäten zum Entzug der durch vorerwähnte Gesetze vorgesehenen Vorteile sind *mutatis mutandis* auf vorliegende Nachlasse anwendbar.

Artikel 4 - Unbeschadet des Rechts, in den gesetzlich vorgeschriebenen Formen und Fristen einen Widerspruch gegen die in den Heberollen eingetragenen Steuern einzureichen, muss der Antrag auf Steuerbefreiung innerhalb eines Jahres ab Aufnahme der von vorliegenden Bestimmungen betroffenen neuen industriellen Tätigkeiten eingereicht werden.

Die Anträge, die nach dieser Frist eingereicht werden, werden jedoch für die Gewährung der Steuerbefreiung während der in Artikel 2 vorgesehenen Dauer berücksichtigt, wobei die Anzahl Jahre abgezogen wird, die zwischen der Aufnahme der neuen Tätigkeiten und der Einreichung des Antrags verstrichen ist.

Artikel 5 - Vorliegende Verordnung wird für die Dauer eines Jahres erlassen.

**N°79 RÈGLEMENTS COMMUNAUX D'ADMINISTRATION INTÉRIEURE ET
ORDONNANCES DE POLICE COMMUNALE**

*Délibérations des Conseils communaux des Communes des Arrondissements de
Liège, Huy-Waremme et Verviers*

Commune(s)	Objet	Date de délibération
-------------------	--------------	---------------------------------

ARRONDISSEMENT DE LIÈGE

AWANS	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de chantier pour le compte de RESA, rue de Bruxelles, 3ème prolongation, du 31 octobre 2022 au 30 novembre 2022.</i>	<i>28/10/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion du placement d'un conteneur rue François Hanon entre le 2 novembre 2022 et le 10 novembre 2022.</i>	<i>31/10/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion du placement d'un conteneur rue du Tombeu, 17 à 4342 Awans entre le 9 et le 16/11/2022.</i>	<i>03/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'une ouverture sur fuite à l'angle des rues J. Hannon et J. Valleye à 4340 Awans (Villers l'Evêque) du 3 au 10/11/2022.</i>	<i>03/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de la création de bordure rue de Loncin à 4340 Awans du 7 au 18 novembre 2022.</i>	<i>04/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un affaissement de voirie rue Robert, à hauteur du n°26 à 4340 Awans, à partir du 16/11/2022</i>	<i>10/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'une ouverture sur fuite rue Louis Germeaux, 13 à 4342 Awans, du 14 au 18 novembre 2022</i>	<i>14/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion du démontage et de la reconstruction du porche de la Ferme du Tige, rue de Loncin 84 à 4340 Awans, entre le 21 novembre et le 12 décembre 2022</i>	<i>14/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion de l'intervention du service communal et de la société Global concept pour l'installation des illuminations de Noël au rond-point de la RN3, le 21/11/2022.</i>	<i>17/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion du placement des décorations de Noël à Othée, du 21/11/2022 au 13/01/2023.</i>	<i>17/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un chantier pour le compte de la commune d'Awans, du 21/11 au 19/12/2022.</i>	<i>17/11/2022</i>
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l'occasion d'un affaissement de voirie rue Joseph Lescrenier à hauteur du n°31, du 16 au 21/11/2022.</i>	<i>16/11/2022</i>

	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de la livraison d’une cuisine rue Henri Crahay, les 15 et 16/11/2022.</i>	14/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier pour le compte de Voo rue Chaussée 49 à 4340 Awans du 28/11 au 07/12/2022.</i>	18/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’une ouverture sur fuite rue Jean Volders, 38 à 4340 Awans, du 17 au 25/11/2022.</i>	18/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion des chantiers pour le compte du SPW au niveau de la RN3 du 5 au 23 décembre 2022.</i>	23/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’une ouverture sur fuite rue Lambert Defrêne 17 à 4340 Awans du 18 novembre au 25 novembre 2022.</i>	22/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de chantier pour le compte de Resa Electricité à 4340 Awans rue de l’Estampage 6 et rue de la Chaudronnerie du 5 décembre au 23 décembre 2022.</i>	22/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un déménagement rue Alexandre Vanstapel 7 et d’un emménagement rue Henry Crahay 2 à 4340 Awans le 29 novembre 2022.</i>	22/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Placement d’un échafaudage rue de Bruxelles, 17 – prolongation du 02 au 16/12/2022.</i>	24/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de chantier pour le compte de Resa Gaz rue Henri Crahay, 1-3, du 28/11 au 02/12/2022.</i>	24/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un nouveau raccordement pour le compte de la Cile rue de Loncin, 55, du 05 au 16/12/2022.</i>	25/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier rue des Saules à 4340 Awans du 5 au 7/12/2022.</i>	30/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion des chantiers pour le compte du SPW au niveau de la RN3 du 5 au 9/12/2022.</i>	30/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion du placement d’un conteneur rue François Hanon, à hauteur du n°50 et 52 à 4340 Awans, à partir du 6 au 9 décembre 2022.</i>	01/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’une compétition sportive (jogging) et d’un marché de Noël à Othée, le samedi 10 décembre 2022.</i>	01/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre ordonnant la fermeture de toutes les activités organisées par le Comité des Jeunes d’Othée, place du Monument à 4340 Othée, le 10 décembre 2022.</i>	01/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un raccordement électrique, pose de deux graines, rue des Brasseurs, à côté du n°17 à 4342 Awans (Hognoul) du 12 au 13 décembre 2022.</i>	07/12/2022

	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de la pose d’un échafaudage rue Arnaud Scheufele 4B à 4340 Awans du 15 au 30 décembre 2022.</i>	07/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un déménagement à 4340 Awans, rue de la Station 68 le 15 décembre 2022 .</i>	07/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux d’élagage rue Jean Volders à 4340 Awans entre le 2 et le 13 janvier 2022.</i>	09/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de la parade du Père Noël et du feu d’artifice le 18/12/2022.</i>	07/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre ordonnant la fermeture à minuit de toutes les activités organisées par la commune d’Awans le 18/12/2022.</i>	09/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux dans l’immeuble sur rue Delvaux, 6 à 4340 Awans (Othée) du 14 au 16/12/2022.</i>	13/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’une fuite d’eau rue des Saules, 19 à 4340 Awans du 13 au 23/12/2022.</i>	13/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion du placement d’un conteneur rue de Bruxelles, 146 à 4340 Awans, du 03/01 au 24/02/2023.</i>	14/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un déménagement à Awans rue François Hanon, 80, le 29/12/2022.</i>	14/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un chantier pour le compte de la commune d’Awans à 4340 Awans rue rond du Roi Albert du 9 janvier au 31 mars 2023.</i>	15/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux dans l’immeuble sis rue Delvaux, 6 à 4340 Awans (Othée) du 9 au 13 janvier 2023.</i>	20/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion de travaux de voirie rue Joseph Hannon à 4340 Awans du 9 janvier au 31 mars 2023.</i>	20/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’un déménagement à 4340 Awans rue Joseph Dethier, 25, le 27 décembre 2022.</i>	20/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’une livraison de béton rue de Stockis à 4340 Awans le 22 décembre 2022.</i>	20/12/2022
BASSENGE	<i>Ordonnance de police du Bourgmestre – Mesures de circulation pour l’organisation de l’événement « Place des Saveurs » le 23/09/2022.</i>	19/09/2022
	<i>Ordonnance de police du Bourgmestre – Mesures de circulation et de signalisation en raison d’une fête à Emael – Cramignons des Anciens Chapeliers de la Vallée du Geer 2022, du 01 au 04/10/2022.</i>	22/09/2022
	<i>Ordonnance de police du Bourgmestre – Mesures de circulation et de signalisation à l’occasion de cramignons à Emael les 02 et 04/10/2022.</i>	22/09/2022

	<i>Ordonnance de police du Bourgmestre – Mesures de circulation et de signalisation en raison d’une sortie de l’harmonie (Les Amis Unis), le 02/10/2022</i>	22/09/2022
	<i>Ordonnance de police du Bourgmestre – Mesures de circulation et de signalisation en raison de cramignons à Glons le 08/10/2022.</i>	05/10/2022
	<i>Ordonnance de police du Bourgmestre – Mesures de circulation et de signalisation en raison de cramignons à Eben les 09, 10, 11 et 16/10/2022.</i>	05/10/2022
CHAUDFONTAINE	<i>Ordonnance de police – Mesures de circulation place de la Bouxhe – esplanade du château d’eau à l’occasion du village de Noël du 13 au 19 décembre 2022.</i>	28/11/2022
	<i>Ordonnance de police – Mesures de circulation sur le parking de l’école Princesse de Liège suite au déplacement du « Marché des Saveurs » le 8/12/2022.</i>	28/11/2022
	<i>Ordonnance de police – Village de Noël à Vaux –sous-Chèvremont. Mesures de circulation générales du 6 au 12 décembre 2022.</i>	28/11/2022
	<i>Ordonnance de police – Mesures de circulation avenue du Centenaire, sur le parking de l’école Princesse de Liège, suite à l’organisation du Marché de Noël place Musch du 7 au 10/12/2022.</i>	28/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de circulation rue Marcel Thiry et rue de la Loignerie suite à l’organisation de la « Tournée de St-Nicolas » organisée par l’asbl AMO Re’Source les 30 novembre et 3 décembre 2022.</i>	28/11/2022
	<i>Ordonnance de police – Mesures de circulation – Esplanade de Chaudfontaine-sources à l’occasion de la fête de Noël des seniors au casino le 10 décembre 2022.</i>	05/12/2022
	<i>Ordonnance de police – Mesures de circulation – Sentier du Lièvre suite à des travaux dans l’immeuble au n°106 le 20 et 21 décembre 2022.</i>	19/12/2022
ESNEUX	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation prises à l’occasion d’une manifestation VTT au départ de l’Experiment’Ale , Ry d’Oneux 1 et 2 à Esneux le 18/12/2022.</i>	17/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Modification de la circulation rue Grandfosse, à partir du 15/11/2022 pour une durée de 6 mois.</i>	17/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation particulières en raison d’un raccordement électrique (tranchée en trottoir) + pose de câble rue de la Charrette, 56 – du 25/11 au 02/12/2022.</i>	23/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation particulières en raison du remplacement et/ou réhabilitation de raccords vétustes de conduite d’eau sur la longueur de l’Avenue de Sur Cortil, du 23/11 au 09/12/2022.</i>	18/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation particulières en raison du emplacement et/ou réhabilitation de raccords vétustes de conduite d’eau sur la longueur de l’Avenue d’Esneux et la rue de Méry, du 19/12/2022 au 14/01/2023.</i>	18/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation particulières en raison de travaux de pose de câbles pour le compte de VOO rue d’Embourg, du 28/11 au 23/12/2022.</i>	22/11/2022

	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation particulières en raison de travaux de raccordement à l'égout rue du Centre, 55, le 24 et le 30/11/2022.</i>	23/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation en raison d'un mur à façonner et quelques finitions de voirie pour le compte d'Infrabel rue d'Angleur à Tilff, du 1 au 9/12/2022.</i>	28/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation en raison d'un nouveau raccordement pour le compte de la CILE Avenue du Midi, 25, à partir du 30/11/2022, pour une durée de 7 jours ouvrables.</i>	28/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation en raison de pose de câbles + pavage pour le compte de Proximus, rue Lavaux, du 1 au 23/12/2022.</i>	28/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation en raison de la pose d'une maison préfabriquée à l'aide d'une grue, rue de la Clissure, les 08 et 09/01/2023.</i>	28/11/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation en raison du remplacement et/ou réhabilitation de raccordements vétustes de conduites d'eau sur la longueur de l'Avenue Montefiore – prolongation.</i>	02/12/2022
	<i>Arrêté de la Bourgmestre – Mesures de circulation en raison de terrassements CILE Résidence du Parc, à partir du 05/12/2022, pour une durée de 5 jours ouvrables.</i>	01/12/2022
FLÉMALLE	<i>Délibération du Conseil communal concernant le Règlement général de police (modification).</i>	21/11/2022
GRÂCE-HOLLOGNE	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Brocante rue du Ruy le 26/11/2022.</i>	17/11/2022
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière lors de la manifestation « Village de Noël » programmée en la place publique dite « du Pérou » du 15 au 18/12/2022.</i>	04/11/2022
SOUMAGNE	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux de voirie (réfection complète + égouttage) rue Reux du 08/11/2022 au 08/02/2023.</i>	08/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un concert rue Pierre Curie, 46 le 12/11/2022.</i>	09/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de l'évacuation de déblais/conteneur rue Ardoncour, 106 du 24 au 31/10/2022</i>	24/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de fouilles en trottoir pour la SWDE rue de Cerexhe face au 32, le 04/11/2022.</i>	25/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux pour la SWDE (fouilles en trottoir) rue Pont al Plantche, 19 du 07 au 10/11/2022.</i>	03/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux pour la SWDE (fouilles en trottoir) avenue de la Coopération, 104 du 07 au 10/11/2022.</i>	03/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux pour la SWDE (fouille en accotement) rue des Genêts, 1 du 07 au 10/11/2022.</i>	03/11/2022

	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux pour la SWDE (fouille en trottoir) rue Rosa Luxembourg, 86 les 16 et 17/11/2022.</i>	08/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un déménagement rue Arnold Trillet, 95 le 13/11/2022.</i>	24/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un raccordement électrique en accotement rue du Peuple face au n°108 les 27 et 28/10/2022.</i>	21/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison du raccordement d'une colonne à un poteau (avec fouille) rue du Pansery, 9 du 21 au 25/11/2022.</i>	14/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison du raccordement d'une colonne à un poteau (avec fouille) rue Paul d'Andrimont, 62 du 21 au 25/11/2022.</i>	14/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison du raccordement avec tranchée en trottoir et traversée de voirie (fonçage) rue des Genêts, 1B du 22/11 au 09/12/2022.</i>	14/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de pose de câble MT avenue de la Résistance, 364 du 31/10 au 25/11/2022.</i>	26/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de l'extension du réseau d'éclairage public rue du Château de Micheroux du 07/11 au 09/12/2022.</i>	28/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison du gros œuvre maçonnerie d'une habitation/conteneur rue Militaire entre le 36 et le 38, du 07/11/2022 au 07/02/2023.</i>	07/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de l'entretien de l'éclairage public RN3, du 07 au 18/11/2022.</i>	03/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison du remplacement d'un luminaire accidenté rue Paul d'Andrimont en face du 24, les 08 et 09/11/2022.</i>	03/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de la pose d'impétrants (phase 2) – chantier LOTINVEST rue Célestin Demblon, du 04/11 au 23/12/2022.</i>	28/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de l'installation des guirlandes de rue et décoration de Noël sur les voiries communales, du 05 au 07/12/2022.</i>	07/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison du raccordement au gaz et fouilles localisées (trottoir + voirie) rue de la Paix, 7 du 14/11 au 09/12/2022.</i>	28/10/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un déménagement avec conteneur rue Arnold Trillet, 176 du 10 au 14/11/2022.</i>	07/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'une brocante dominicale rue de la Siroperie, du 20/11/2022 au 20/02/2023.</i>	18/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux RESA gaz rue de la Chapelle, 25A, le 22/11/2022.</i>	16/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de la réfection d'une toiture/pose d'un conteneur, rue Entre-deux-Rues, 3, du 16/11 au 15/12/2022.</i>	16/11/2022

	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux de rénovation, rue Rosa Luxembourg, 9, du 16/11 au 15/12/2022.</i>	16/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de l'évacuation de déblais rue Ardocour, 106, du 17 au 23/11/2022.</i>	16/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de l'inauguration de la fin des travaux rue du Centenaire, le 24/11/2022.</i>	16/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux pour la SWDE (fouille en trottoir), rue Ways, 33C, du 06 au 08/12/2022.</i>	29/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux pour la SWDE (fouille en accotement), rue Gabion, 29, du 06 au 08/12/2022.</i>	29/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux pour la SWDE (2 fouilles en trottoir), rue du Centre, 40 et 40A, du 29/11 au 01/12/2022.</i>	22/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un concert au Centre culturel, rue Pierre Curie, 46, les 10 et 11/12/2022.</i>	05/12/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un raccordement électrique (aménagement souterrain + placement PR + pose de câbles MT), rue Matefosse 65B et 94 et début de la rue du Moulin, du 25/11 au 23/12/2022.</i>	17/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de raccordements gaz et électricité – traversée de la voirie, rue de l'Eglise, 229, du 28/11 au 23/12/2022.</i>	23/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de raccordement à l'égout, rue des Anges, 6, les 21 et 22/11/2022.</i>	18/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de l'évacuation de crasses avec dépôt de conteneur, rue Pierre Curie, 167, du 17 au 27/11/2022.</i>	17/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison de travaux de rénovation/pose d'un conteneur, rue d'Oultremont, 6 du 12 au 16/12/2022.</i>	29/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un déménagement avec camion et échelle, rue d'Oultremont, 33, le 15/12/2022.</i>	28/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison d'un déménagement avec camion et échelle, rue d'Oultremont 33/9 le 29/11/2022.</i>	17/11/2022
	<i>Arrêté de police – Mesures de signalisation conforme en raison du tournage d'un film, avenue de la Résistance, rue Hubert Jeunehomme, Croix Henes, Deux Tilleuls, les 27 et 28/11/2022.</i>	21/11/2022
VISÉ	<i>Ordonnance de police du bourgmestre – Mesures de sécurité publique pour le match de football Visé-RFC Liégeois du 12 novembre 2022.</i>	09/11/2022
	<i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière :</i> - <i>sur la circulation des véhicules interdites du 17/10 au 25/11/2022 sur différents tronçons de la place Reine</i>	07/11/2022

	<p><i>Astrid et sur l'ensemble du carrefour formé par la place Reine Astrid/Rempart des Arbalétriers et rue de la Trairie ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>sur le stationnement des véhicules interdit sur différents tronçons de la place Reine Astrid du 17/10 au 25/11/2022 ;</i> - <i>sur la circulation des véhicules interdite en direction du hameau de Mons-Bombaye le 12/11/2022 ;</i> - <i>sur la circulation et le stationnement des véhicules dans certaines rues du centre-ville de Visé du 12 au 13/11/2022 ;</i> - <i>sur le stationnement des véhicules autorisés sur le pont Roi Baudouin du 16 au 18/12/2022, du 23 au 25/12/2022 et du 31/12/2022 au 1/01/2023 à l'occasion des fêtes de fin d'année ;</i> - <i>sur le stationnement des véhicules interdit rue de l'Eglise, sur le parking de l'église, les 11/01, 12/04, 19/07 et 18/10/2023 pour la placement d'un car médical du Centre de Transfusion Sanguine de la Croix-Rouge.</i> 	
	<p><i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière : circulation et stationnement des véhicules interdite dans diverses rues du 21/11 au 23/12/2022 (nouvelles mesures en complément de l'ordonnance Place 5).</i></p>	21/11/2022
	<p><i>Ordonnance de police administrative générale concernant le collecte des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et des déchets assimilés à des déchets des ménages – Modification.</i></p>	21/11/2022
	<p><i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Sur le sens de circulation des véhicules inversé sur la rue du Perron du 13/11/2022 au 23/06/2023.</i> - <i>Sur la circulation des véhicules interdite du 14 au 18/11/2022 tronçon de la place Reine Astrid entre l'Avenue Albert 1^{er} jusqu'après le café D'Artagnan, uniquement dans le sens Berneau vers Haccourt.</i> - <i>Sur le stationnement des véhicules interdit sur le parking devant la gare SNCB débouchant sur la rue Maréchal Foch le 23/11/2022 de 6h à 9h30.</i> - <i>Sur la circulation des véhicules autorisée dans un seul sens de circulation rue Berneau, sur le tronçon compris entre la Rue des Trois Rois et la limite communale, depuis Visé centre vers Berneau ; le stationnement des véhicules interdit de part et d'autre de la voirie sur ce tronçon, du 28/11/2022 au 07/07/2023.</i> 	14/11/2022
	<p><i>Ordonnances de police temporaires relatives à la circulation routière :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Sur le stationnement interdit rue de la Trairie sur l'ensemble de la rue du côté des numéros pairs ; rue de la Trairie sur l'ensemble du parking face au Carrefour Market, du 25/11 au 16/12/2022.</i> 	28/11/2022

	<ul style="list-style-type: none"> - Sur le stationnement des véhicules interdit sur le parking du local des associations situé rue Au Flot du 07 au 11/12/2022. - Sur le stationnement des véhicules interdit rue du Collège, à hauteur de l'entrée du Cloître sur 3 emplacements, du 12 au 13/12/2022, du 17 au 18/12/2022 et du 19 au 20/12/2022. - Sur le stationnement des véhicules interdit Allée des Aubépines sur les 3 emplacements au début de la rue du 26 au 27/11/2022. 	
--	--	--

ARRONDISSEMENT DE HUY-WAREMME

BRAIVES	Arrêté de police – mesures de circulation prises à l'occasion du jogging RT Braives le 06/11/2022.	06/11/2022
	Arrêté de police – Mise en place d'une circulation alternée rue Famelette du 10/10 au 18/11/2022.	10/10/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation prises à l'occasion de travaux de raccordement d'eau rue Saint-Donnat, 5c du 25/10 au 28/10/2022.	18/10/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation prises à l'occasion de travaux de raccordement d'eau route de Namur, du 26/10 au 11/11/2022.	18/10/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation lors de funérailles à l'église de Braives le 12/11/2022.	10/11/2022
	Arrêté de police – travaux de raccordement d'eau, rue des Demoiselles n°3 et 4, du 9 au 16/11/2022.	09/11/2022
	Arrêté de police – travaux de raccordement d'eau, rue du Château du 14 au 18/11/2022.	10/11/2022
	Arrêté de police – travaux de raccordement d'eau, rue du Ry d'Ardenne n°21A, du 16 au 22/11/2022	10/11/2022
	Arrêté de police – fermeture de la rue Hougnée du 14/11 au 23/12/2022	10/11/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation : arrêt et stationnement des véhicules interdits place du Carcan le 10/11/2022	10/11/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation : arrêt et stationnement des véhicules interdits rue de la Justice de Paix, à hauteur du n°4, le 10/11/2022.	10/11/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation : travaux de raccordement d'eau rue de la Sucrierie, 37, du 7 au 14/12/2022.	28/11/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation : arrêt et stationnement des véhicules interdits place du Carcan, le 08/12/2022 de 13 à 14h.	08/12/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation : travaux en demi-chaussée N64, chaussée de Tirlemont, entre les immeubles n°29 et n°33, du 12 au 23/12/2022.	06/12/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation : occupation du trottoir pour la rénovation d'une toiture rue Saint-Pierre, 27, du 08 au 22/12/2022.	06/12/2022
	Arrêté de police – mesures de circulation : arrêt et stationnement interdits rue de la Justice de Paix, le 08/12/2022 de 14 à 15h30.	08/12/2022
HUY	Règlement complémentaire à la circulation routière instaurant la création d'un emplacement de stationnement réservé aux	02/04/2019 et 26/01/2021

	<i>véhicules des personnes à mobilité réduite chaussée de Waremmes (N65)</i>	
	<i>Règlement complémentaire à la circulation routière réglementant le stationnement des véhicules rue l'Apleit.</i>	27/06/2022
OREYE	<i>Ratification règlement de police du 06/10/2022 : signalisation conforme pour le déroulement d'un chantier de construction d'une habitation rue de la Centenaire 31A du 10/10 au 31/12/2022.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 06/10/2022 : interdiction de circulation rue du Pont entre la Chaussée romaine et la chapelle, les 11 et 11/10 et rue du château d'eau les 13 et 14/10/2022 pour des travaux de taille d'arbres par les ouvriers communaux.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 06/10/2022 : signalisation conforme rue Général Lens 20C du 17 au 21/10/2022 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 11/10/2022 : signalisation conforme le 17/10/2022 lors du remplacement d'un poteau d'éclairage public au rond-point, à l'angle de la Chaussée romaine et la Grand'route.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 11/10/2022 : stationnement interdit Clos Marchal 157, du 24 au 28/10/2022, en raison d'un déménagement.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 18/10/2022 : signalisation conforme rue de Looz 1B, en raison d'un raccordement à l'égout d'une nouvelle construction du 19 au 24/10/2022.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 18/10/2022 : signalisation conforme du 11/11 au 02/12/2022 lors du remplacement des luminaires d'éclairage public le long de la N3 entre la commune de Crisnée et celle de Heers.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 20/10/2022 : signalisation conforme Allée de la Plaine et Clos Marchal, du 24/10 au 23/12/2022 afin de réaliser les raccordements en gaz et électricité de 4 habitations.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 24/10/2022 : signalisation conforme rue des Combattants, 138 en vue de réaliser un raccordement à l'égout entre le 27/10 et le 25/11/2022.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 24/11/2022 : signalisation conforme rue des Fontaines 10, du 04 au 11/11/2022 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 24/10/2022 : signalisation conforme rue des Prés, 10A, en vue de réaliser un raccordement à l'égout entre le 27/10 et le 25/11/2022.</i>	24/11/2022
	<i>Ratification arrêté de police du 09/11/2022 : signalisation conforme rue Louis Maréchal 54B, du 22 au 29/11/2022 afin de réaliser un raccordement au réseau d'eau.</i>	24/11/2022

ARRONDISSEMENT DE VERVIERS

JALHAY	<i>Arrêté de police concernant l'organisation du Spa-Rally 2022.</i>	16/11/2022
LA CALAMINE	<i>Ordonnance de police portant réglementation de la circulation routière sur le parking de l'Etang du Casino à l'occasion d'une opération de recherche, le 17/11/2022, le 23/11/2022 et le 25/11/2022.</i>	10/11/2022

	<i>Ordonnance de police concernant la réglementation de la circulation routière dans la rue Corso à Hergenrath à l'occasion de la manifestation « Adventssingen 2022 Nachbarschaftskreis ».</i>	17/11/2022
	<i>Ordonnances de police portant réglementation de la circulation routière dans la rue des Carabiniers à l'occasion du marché de Noël à La Calamine.</i>	17/11/2022
PLOMBIÈRES	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Passage du Relais sacré le 02/11/2022 à Hombourg et Moresnet – Interdiction de stationner devant divers monuments.</i>	24/10/2022
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière – Jogging du Collège Notre-Dame à Gemmenich le 20/10/2022 – Interdiction de stationner dans une portion de la rue de Moresnet.</i>	17/10/2022
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la sécurité routière – Gemmenich : Interdiction de circuler dans un tronçon de la Route des Trois Bornes, depuis l'immeuble n°87 jusqu'à son extrémité, à l'occasion du tournage d'un film, le 24/11/2022.</i>	14/11/2022
	<i>Ordonnance de police temporaire relative à la circulation routière : réservation des aires de stationnement sur le parking situé rue de l'Eglise, à côté du n°18, au profit des participants à la Parade de Noël, le 17/12/2022.</i>	05/12/2022
THIMISTER-CLERMONT	<i>Arrêté du Bourgmestre – Mesures de circulation à l'occasion d'un chantier de voirie, rue des Trois Entités n°9 du 17/11/2022 au 18/11/2022.</i>	27/10/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie – plan de signalisation nécessaire au remplacement de poteaux accidentés – cabine F1141 poteau 150 et 154 sur la chaussée de Charlemagne à Thimister le 14/11/2022.</i>	31/10/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie rue du Thier (face au nouveau cimetière de Clermont) du 14 au 30/11/2022.</i>	31/10/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie, dans toutes les rues de la commune du 03/11 au 30/12/2022.</i>	03/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers à l'occasion d'une manifestation : spectacle Saint-Nicolas à l'école de Clermont, place de la Halle, 10, le 04/12/2022.</i>	26/10/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un élagage, Margensault, 84, le 12/11/2022.</i>	10/11/2022
	<i>Ordonnance du Collège communal réglementant la circulation routière à l'occasion d'une manifestation : 10^e marché alsacien – Jeunesse de Thimister – du 18 au 20/11/2022.</i>	08/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'une manifestation : accueil Saint-Nicolas sur le parking de la place du village de Thimister-Clermont le 30/11/2022 en matinée.</i>	14/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie : travaux rue de l'Avenir, 10 du 21 au 28/11/2022.</i>	16/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie route de Battice, du 28/11 au 16/12/2022.</i>	21/11/2022

	<i>Ordonnance du Collège communal réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'une manifestation : Saint-Eloi à Elsaute le 04/12/2022.</i>	22/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie, Lohirville à 4890 Thimister-Clermont, du 12 au 23/12/2022.</i>	29/11/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie, Route N3 entre le numéro 93 et 95 à 4890 Thimister-Clermont, du 15 au 16/12/2022.</i>	09/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'une manifestation (spectacle de l'école de Thimister) à la salle du Cercle Familial de Thimister, le vendredi 27 janvier 2023 à partir de 18h30.</i>	12/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie, Route N648 entre le numéro 61 et 71 à 4890 Thimister-Clermont, du 10 janvier au 03 mars 2023.</i>	19/12/2022
	<i>Arrêté du Bourgmestre réglementant la circulation des usagers, à l'occasion d'un chantier en voirie, Rue Bouquaimoulin, 3 à 4890 Thimister-Clermont, du 16 janvier au 03 février 2023.</i>	20/12/2022
VERVIERS	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison d'une manifestation publique (Belgian Beer Festival – Christmas Edition, les 3, 4 et 5 novembre 2022)</i>	19/10/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Création d'un emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes à mobilité réduite, rue des Martyrs, à proximité du n°28)</i>	13/10/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Création d'une zone de livraison, rue aux Laines – Modification)</i>	13/10/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Création d'un emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes à mobilité réduite, rue Jules Spinhayer, à proximité du n°23)</i>	13/10/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Marquage d'une ligne jaune discontinue de part et d'autre d'une entrée carrossable, rue des déportés n°119)</i>	13/10/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison d'une manifestation publique (Marché de Noël des Minières, le 11 décembre 2022)</i>	24/10/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la salubrité publique (Contamination d'influenza aviaire – Imposition de diverses mesures contraignantes dans une zone de surveillance)</i>	24/10/2022
	<i>Délibération du Conseil communal relative aux TAXES, REDEVANCES et DROITS COMMUNAUX : Redevance pour prêt de matériel à des organismes publics ou privés ou aux particuliers – Règlement – Exercices 2023-2024 – Arrêt</i>	26/10/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Mesure à l'essai – Mise en sens unique limité – Rue Biolley – Prolongation).</i>	27/10/2022

	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire à l'occasion d'une manifestation publique (Kermesse d'hiver, du 11/12/2022 au 08/01/2023).</i>	04/11/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Création d'un emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes à mobilité réduite, rue du Paradis, à proximité du n°20).</i>	27/10/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Mesure à l'essai – Mise sens unique limité – Avenue Andromède).</i>	27/10/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison d'une manifestation publique (Saint-Nicolas des Rhétoriciens, le 25/11/2022).</i>	07/11/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Mise en sens unique limité, rue Biolley).</i>	14/11/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Mesures de circulation routière – Axe Théâtre, Xhavée, Place Verte, Crapaurue).</i>	16/11/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire visant à la protection des personnes sans abri sur le territoire communale en raison des conditions climatiques (Sécurité publique).</i>	18/11/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison d'une manifestation publique (Spa Rally2022 qui se tiendra les 2, 3 et 4 décembre 2022).</i>	22/11/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison d'une manifestation publique (Saint-Nicolas des Rhétos 2022, le 25 novembre 2022).</i>	23/11/2022
	<i>Délibération du Conseil communal relative à la taxe sur les logements de superficie réduite offerte en location (exercices 2023 à 2024) ; devenue exécutoire par expiration du délai par le S.P.W.</i>	24/10/2022
	<i>Délibérations du Conseil communal relatives aux taxes, approuvées par arrêté du Ministre des Pouvoirs Locaux, M. COLLIGNON Christophe :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>taxe sur la force motrice (exercice 2023 à 2024) ;</i> - <i>taxe sur la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés (exercice 2023) ;</i> - <i>taxe sur les immeubles inoccupés, délabrés ou inachevés (exercice 2023 à 2024) ;</i> - <i>taxe de séjour (exercices 2023 à 2024) ;</i> - <i>taxe sur les emplacements de parking mis gratuitement à disposition (exercices 2023-2024).</i> 	24/10/2022
	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Mesure à l'essai – Mise en sens unique – Tue Biolley – Modification).</i>	17/11/2022

	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Mesures de circulation routière – Axe Théâtre, Xhavée, place Verte, Crapaurue).</i>	17/11/2022
	<i>Avis relatif aux règlements-taxes adoptés par le Conseil communal pour l'exercice 2023, concernant :</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Le taux de la taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques (8.5%) ;</i> - <i>Le taux de la taxe additionnelle au précompte immobilier (2.800 centimes additionnels).</i> 	28/11/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison d'une manifestation publique (Balade aux Lampions, le 18 décembre 2022).</i>	06/12/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison d'une manifestation publique (10^{ème} Corrida de Verviers, le 17 décembre 2022).</i>	07/12/2022
	<i>Délibération du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Création d'un emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes à mobilité réduite, rue du Panorama, à proximité du n°188).</i>	24/11/2022
	<i>Délibération du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Création d'un emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes à mobilité réduite, rue Biolley, à proximité du n°19).</i>	24/11/2022
	<i>Délibération du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Création d'un emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes à mobilité réduite, rue de la Calamine, à proximité du n°111).</i>	08/12/2022
	<i>Délibération du Collège communal ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière (Suppression d'un emplacement réservé aux véhicules utilisés par les personnes à mobilité réduite, rue des Hospices, à proximité du n°56).</i>	15/12/2022
	<i>Ordonnance du Bourgmestre f.f. ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière à l'occasion d'une manifestation publique (Jogging de la Saint-Sylvestre, le 31 décembre 2022).</i>	15/12/2022
WELKENRAEDT	<i>Arrêté du Collège communal ayant pour objet le règlement d'administration intérieure relatif aux heures d'ouvertures de l'administration communale.</i>	24/11/2022
	<i>Ordonnance de police ayant pour objet la réglementation provisoire de la circulation routière en raison de l'organisation d'un marché de Noël place des Combattants à Welkenraedt du 7 au 11 décembre.</i>	06/12/2022